l'unité

N° 130 - 4F L'hebdomadaire du Parti socialiste 1er au 7 Novembre 1974

P.t.t. : un rôle moteur

Algérie : vingt ans après

LA METHODE GISCARD



Chaque semaine s'écroule un nouveau pan de la façade dite libérale derrière laquelle s'abritait Giscard d'Estaing et qui avait même, cet été, réussi à séduire quelques intellectuels de gauche inconséquents.

Au fur et à mesure que se dégrade le climat économique et social, conséquence directe d'une politique qui demeure au service d'une minorité de privilégiés, la vraie nature du gouvernement apparaît de plus en plus clairement. On jette un os à l'opposition avec la réforme dérisoire du Conseil constitutionnel, qu'elle ne demandait d'ailleurs pas, mais, dans le même temps, on envoie la police contre les commerçants qui manifestent au ministère; on répond par une fin de non-recevoir aux légitimes revendications des travailleurs des P.t.t., on licencie brutalement 500 journalistes de l'O.r.t.f., on tente de mettre au pas ceux d'Europe 1, accusés de « persiflage ». Bref, alors qu'on se vantait de pratiquer la « concertation », on ne supporte même pas la discussion. Ce sont là des faits concrets que ne peuvent dissimuler des dissertations pseudo-philosophiques, à prétentions nietzschéennes sur le « monde malheureux qui va à la catastrophe ».

Il ne suffit pas pour convaincre aujourd'hui les Français de leur présenter une vision apocalyptique qui contraste d'ailleurs étrangement avec l'optimisme qu'ex-

(suite page 2)



Sommaire

3 **PARTI COMMUNISTE : LE CONGRES DE L'« EQUILIBRE », PAR JEAN-LOUP REVERIER.**

4 **INFORMATION : LE SYSTEME BAUDOUIN, PAR NICOLAS BRIMO.**
Pour mettre au pas les « persifleurs » et un peu plus l'information sous le boisseau, Denis Baudouin a un système... mais de bien gros sabots.

6 **ENERGIE : L'ENJEU NUCLEAIRE, PAR GUY PERRIMOND.**
Le « tout nucléaire » va-t-il répéter l'erreur du « tout pétrole » ? En l'aggravant.

8 **CHANGER LA VIE POLITIQUE EN FRANCE**

9 **P.T.T. : UN ROLE MOTEUR, PAR MICHELE BACKMANN**
Le gouvernement aurait tort de « laisser pourrir » le conflit des P.t.t. au moment ou d'autres secteurs de la Fonction Publique se mettent en grève.

CNET : NON AU PRIVE !, PAR CHRISTINE COTTIN.

11 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE.**

12 **CARAIBES : LA RICHESSE DE CUBA, PAR ANTOINE BLANCA.**
De toutes les richesses de Cuba, la plus importante, ce sont ses hommes et ses femmes qui la constituent.

13 **L'ALGERIE, VINGT ANS APRES, PAR CLAUDE ESTIER.**

14 **CHANGER LA VIE POLITIQUE INTERNATIONALE.**

15 **MULTINATIONALES : LE PILLAGE DE LA GUYANA, PAR BERNARD CASSEN.**
Vous connaissez la Guyana ? 750 000 habitants mais quatrième producteur mondial de bauxite, ce qui explique pourquoi cette parcelle de terre est entrée en lutte avec une géante multinationale pour récupérer ses richesses nationales.

17 **DICTIONNAIRE D'UN RACKET.**
La suite de notre enquête sur la privatisation du secteur public. Cette semaine : l'armement, la banque et la recherche scientifique.

20 **RACISME : L'ESPRIT VIKING, PAR DOMINIQUE METZ.**
Une revue « scientifique » réservée aux élites, des théories nazies repeintes de frais, des hommes du passé pour l'homme blanc de l'avenir : l'esprit viking.

24 **RESISTANCE : LES SCORPIONS, PAR GILLES PERRAULT.**

photos et dessins
Adja (pages 10, 11) A.f.p. (pages 12, 14) Barrigue (pages 1, 24) Coureuil (pages 5, 7, 8, 17, 21) Fotolib (pages 3, 5) Solo (page 5)

→

primait Giscard d'Estaing quand il n'était encore que candidat à la présidence de la République, et même plusieurs semaines encore après son élection. Qu'est-ce qui a changé depuis ? La crise — cette crise que l'on met à toutes les sauces — existait déjà. Ses effets se faisaient sentir depuis plusieurs mois et il était aisé d'en prévoir les prolongements. C'est bien ce qu'avait fait le candidat de la gauche en exposant un plan en plusieurs étapes pour surmonter l'inflation et rétablir l'équilibre de l'économie française.

Giscard à l'Elysée a continué à laisser faire, c'est-à-dire à laisser s'enrichir les plus riches et s'appauvrir les plus pauvres, au nom d'une prétendue fatalité à laquelle les Français ne croient pas, car ils voient trop bien autour d'eux que les sacrifices nécessaires ne sont pas également partagés.

La crise existe. Elle est perceptible, à des degrés divers, un peu partout dans le monde. Mais elle est d'abord et surtout la crise d'un système, le capitalisme, qui ne s'y retrouve plus depuis qu'il ne peut plus se procurer, à des prix dérisoires, les matières premières et les sources d'énergie. Cela, Giscard d'Estaing ne le dit pas, car s'il le disait, c'est son propre pouvoir qui s'écroulerait. Au contraire, il durcit le ton et quand il n'intervient pas lui-même, il fait donner son « excellent » Premier ministre ou plus souvent encore son « alter ego » Michel Poniatowski, qui est là pour ce genre de besognes, qu'il s'agisse d'injurier le Parti communiste ou d'éliminer de la Télévision des journalistes « mal pensants ».

Même si elle n'aboutit pas toujours au résultat escompté — il faut compter aussi avec la maladresse des grands commis chargés de mener les opérations — la tentative actuelle de reprise en mains de l'information — O.r.t.f., Europe 1, A.f.p., « France-soir », Hachette, etc. — illustre bien la vraie nature de ce régime qui ne repose que sur deux ou trois hommes, se moque bien de l'avis du Parlement, des élus et de l'opinion elle-même, et n'entend avoir aux postes de responsabilité que des exécutants dociles que l'on puisse, le cas échéant, aisément congédier.

Il n'est pas certain que cette méthode soit la bonne. C'est même ce que laisse penser, confirmé par tous les sondages, le scepticisme des Français à l'égard du Pouvoir. Mais c'est bien la méthode Giscard et nul n'a le droit de s'y tromper.

CLAUDE ESTIER

En raison de la grève des travailleurs des centres de tri postal, la distribution de ce numéro de « l'Unité » risque de subir d'importants retards. Comprenant comme nous les motifs de cette grève, nos abonnés voudront bien excuser ces retards.

Parti communiste

LE CONGRES DE L'«EQUILIBRE»

Il n'y a donc pas de « durcissement » du Parti communiste. Georges Marchais l'a affirmé lundi soir à « Actuel 2 ». Le congrès de Vitry a seulement corrigé les « déséquilibres » — le mot est de Roland Leroy — qui étaient apparus dans le texte du projet de résolution adopté en juin par le Comité central. Ne chicanons pas sur le vocabulaire. Il reste que la résolution finale adoptée dimanche matin à l'unanimité a longuement tenu compte des observations, craintes et réflexions exprimées par les militants dans les cellules et les sections. Et cela sur trois points essentiels : la stratégie du Parti qui est à nouveau axée sur le manifeste de Champigny et le « socialisme aux couleurs de la France » défini dans le « Défi démocratique » ; l'union de la gauche affirmée comme une « donnée fondamentale » de la vie politique française » et comme « l'axe du rassemblement largement majoritaire » qu'exprime le mot d'ordre « union du peuple de France » ; enfin l'adhésion au Parti qui est ouvert non plus « sans restriction », comme le disait le projet de résolution, mais « sans exclusive à tous ceux et à toutes celles qui veulent agir pour les grandes transformations démocratiques ». Ces modifications, qui sont les principales mais non les seules, lèvent incontestablement un certain nombre d'équivoques. C'est l'apport positif de ce congrès extraordinaire.

L'apport négatif c'est que la résolution finale ait repris à l'égard du Parti socialiste, comme il était aisé de le prévoir, un certain nombre de critiques non fondées que Georges Marchais, dans son rapport introductif, avait exprimées sous forme de questions. Certes le ton n'est plus celui de Roland Leroy avant le congès (« Le P.s. rejoint les plans du grand capital ») ni celui des imputations de mauvaise foi auxquelles ont cru devoir recourir, à la tribune de Vitry, un certain nombre d'intervenants comme Pierre Juquin, Gustave Ansart, le délégué de l'Isère ou celui de l'Ardèche. Mais lorsque Georges Marchais pose la question de savoir quel objectif poursuit le Parti socialiste, est-il à ce sujet aussi inquiet qu'il le dit ? N'entend-il pas ce que répètent jour après jour les secrétaires nationaux du P.s. ? N'a-t-il pas lu le texte du projet de société présenté aux Assises du socialisme et qui se réfère clairement au programme commun ? Et Raymond Barrillon ne lui a-t-il pas justement fait remarquer lundi soir que jamais les analyses de François Mitterrand sur la concentration du capitalisme, sur le rôle des sociétés multinationales et même sur l'Europe n'ont été aussi proches des siennes ? Les militants présents à Vitry n'ont pas été conviés à s'interroger sur ces points. Ils exprimaient un autre type de préoccupations et il y a été répondu. Mais le débat de fond reste ouvert et les socialistes sont prêts, sans vaine polémique, à le reprendre à tout moment.

A. V.

Le Parti communiste peut s'estimer satisfait. A l'issue de son XXIe congrès, le projet de résolution qui avait soulevé de très larges discussions et des débats animés en son sein, depuis deux mois, a été adopté à l'unanimité. Aussi Georges Marchais pouvait-il commencer ainsi son discours de clôture : « S'il fallait caractériser ce congrès d'un mot, nous dirions qu'il a été le congrès de l'optimisme, l'optimisme raisonné de ceux qui prennent la mesure exacte de la réalité pour mieux la transformer. »

Cette mesure exacte, c'est bien évidemment l'analyse de notre société en crise. Les transformations à réaliser représentent la tâche prioritaire de l'union de la gauche scellée par le programme commun, tâche dont le Parti communiste entend apparaître comme le meilleur garant. A ceux qui ont parlé de dissensions internes, il oppose cette unanimité avec laquelle les 1 257 délégués ont adopté le projet de résolution après qu'il ait été amendé. Et, si les tendances restent toujours inconnues du P.c.f., au moment où Michel Poniatowski le présente grossièrement comme un parti « fascisant », les responsables communistes alignent des chiffres éloquents pour bien prouver que leur parti est démocratique et ne connaît pas le monolithisme. Le projet de résolution a été analysé et discuté dans 20 930 cellules qui ont élaboré 50 000 amendements. Ceux-ci, qui avaient souvent le même objet, ont été ramenés à 15 000 par les conférences de section, puis à 1 600 amendements par les conférences fédérales auxquelles participaient 20 464 délégués. Présentant dimanche les conclusions de la commission des résolutions, Roland Leroy, a donc pu expliquer : « L'unanimité qui s'est dégagée dans le Parti n'est pas une unanimité de parade ou de façade, elle est une unanimité construite dans l'analyse, dans la réflexion, dans la confrontation, une unanimité pour mieux agir... une unanimité comportant engagement. »



Mais ce congrès a peut-être également été ressenti par les délégués présents comme celui des « retrouvailles ». L'union de la gauche, les élections législatives de 1973 et surtout les présidentielles avaient pu donner à certains de ses militants le sentiment que le P.c.f. délaissait ses objectifs propres et perdait une partie de son identité. Pour que nulle ambiguïté ne subsiste sur ce point aujourd'hui, on a donc rappelé la définition orthodoxe de la fonction du P.c.f. : « Il est le parti de la classe ouvrière révolutionnaire, c'est-à-dire aspirant à exercer le pouvoir politique, avec ses alliés, pour elle-même, pour toutes les masses populaires, pour la nation, le Parti de la classe qui entraîne par son action militante les autres couches sociales intéressées au changement et au socialisme. »

Le fait que près de 70 % des délégués du congrès étaient des ouvriers et des employés a bien illustré ce souci du P.c.f. de ne pas perdre son image de marque. Dans le grand gymnase Maurice-Thorez de Vitry, on ne pouvait qu'être également frappé par la jeunesse des délégués, parmi lesquels 700 ont adhéré depuis 1968. La moyenne d'âge des congressistes était de 30 ans, mais la moitié d'entre eux ne les avaient pas. Cela ne signifie pas forcément que l'ensemble du Parti se soit à ce point renouvelé mais tout avait été fait pour en présenter à Vitry une image dynamique.

La jeunesse et la vitalité du P.c.f. telles qu'elles sont apparues au congrés ont donc tout lieu de réjouir ses responsables. On comprend d'autant moins les inquiétudes qu'ils ont tenu à exprimer au sujet de l'union de la gauche et qui ont pris souvent la forme de procés d'intention contre les socialistes et les radicaux de gauche.

→

LE CONGRES DE L'«EQUILIBRE»

A noter d'autre part le souci exprimé à la tribune par Charles Fiterman, membre du Comité central et secrétaire personnel de Georges Marchais, qui a invité les congressistes à se défier d'« une tendance à ne pas apprécier à leur juste valeur les résultats obtenus par les pays socialistes». Sans doute, ajoutait-il, y a-t-il eu des erreurs commises, mais elles ont été dénoncées. De plus, la voie française vers le socialisme sera originale, mais dure et moins coûteuse, précisait Fiterman, d'autant plus que notre solidarité avec les pays socialistes n'est en rien un « alignement ».

Cette intervention a contribué à éclairer la remise à l'honneur du manifeste de Champigny qui prévoit le passage ultérieur au socialisme : « Notre parti, pour ce qui le concerne, a dit Roland Leroy, veut le socialisme. Il considère que le passage au socialisme ne pourra se faire en notre pays que lorsque la majorité de notre peuple le voudra. Il le considère non par concession tactique, mais par analyse scientifique de la nature du pouvoir d'Etat et des rapports de classes en France. » Dans le même temps, Leroy précise que le socialisme dont il parle se définit « scientifiquement » par rapport aux constructions de modèles socialistes et aux utopies dont la « floraison (est) révélatrice de ce que l'aspiration au socialisme grandit et gagne des couches nouvelles. » Bien que, ajoute-t-il, « le grand capital pourrait toujours s'accomoder de ces constructions, si le socialisme rêvé demeurait coupé de la réalité actuelle, des luttes nécessaires à chaque étape. »

Les luttes d'aujourd'hui, le P.c.f. y tient une large place comme en ont témoigné les 60 interventions de délégués. Ceux-ci, en dressant un tableau concret de la crise actuelle dans le pays et des actions menées dans les entreprises et dans les régions pour sauvegarder l'emploi et défendre les intérêts des travailleurs, ont illustré l'analyse introductive de Georges Marchais selon laquelle la politique actuelle du gouvernement, au service d'une minorité d'exploiteurs, permet de lancer le slogan d'« union du peuple de France pour un changement démocratique ». Ce slogan, inscrit sur le mur de gymnase de Vitry, est devenu le mot d'ordre des communistes qui vont s'attacher à convaincre les chrétiens, les « patriotes gaullistes », les paysans, les militaires et les patrons des P.m.e., qu'ils seront les bienvenus pour lutter à leur côté contre les exploiteurs communs. Les militants ont cependant souhaité, et obtenu, des éclaircissements sur cette ouverture « tous azimuts » qui n'avait pas manqué de les inquiéter. Il a donc été précisé que le P.c. entend rester avant tout le parti de la classe ouvrière et qu'il compte développer en priorité son action dans les entreprises où doivent se multiplier les cellules.

Enfin, a pu déclarer Leroy, si « la volonté d'agir pour les changements démocratiques correspondant aux aspirations populaires est la condition suffisante de l'adhésion au P.c. », il est bien entendu qu'« on adhère au P.c. pour devenir communiste. »

Entre la grande ouverture, qui inquiétait la base, et le rappel des grands principes du parti, le Congrès de Vitry a trouvé un subtil équilibre. Il n'en marque pas moins une nouvelle étape dans l'histoire du P.c.f.

JEAN-LOUP REVERIER

LE Information SYSTEME BAUDOUIN

Pour mettre au pas les « persifleurs » et un peu plus l'information sous le boisseau, Baudouin a un système, mais de bien gros sabots.

Lundi 21 octobre, 15 heures. Depuis longtemps, Denis Baudouin a pris sa décision. Ce soir, il demandera aux deux autres membres du comité de gérance de Télécompagnie Europe n° 1 le départ du directeur général de la station, Maurice Siégel. Quelques heures avant que cette décision devienne officielle, il prend lui-même la peine d'en avertir le ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski. Ainsi débute une « grande opération » Baudouin de mainmise sur l'information. Qui va se développer une semaine durant. Mais s'achever en fiasco 8 jours plus tard.

Lundi, 20 heures. Celui qui cumule les fonctions de délégué général à l'Information et de président-directeur général de la Sofirad, société d'Etat qui représente les intérêts du régime à Europe I, Radio-Monte-Carlo et Sud-Radio, sait, que, parmi les participants au comité de gérance, personne ne le contredira. Il y a là Sylvain Floirat, P.d.g. de la firme Matra, encore alerte à 75 ans. Et qui n'est pas homme à faire de la peine au Pouvoir ni à son représentant Denis Baudoin. Il y a là également le vice-président du comité de gérance, Jean-Luc Lagardère, héritier potentiel de Floirat. Et il est du même avis que son patron. Baudouin a gagné : Siégel, après 20 ans passés à Europe 1 et 13 ans à sa direction générale, est invité à quitter son poste.

Pourtant, il est difficile de classer Siégel dans les opposants au régime. De toutes les radios périphériques, cette station a été la plus partisane pendant la campagne électorale des élections présidentielles. Et tout y a été fait pour séduire le futur président de la République.

Mais il y a un très vieux contentieux entre Siégel et Baudouin. Peu de temps avant la mort de Georges Pompidou, Baudouin, qui se considère aujourd'hui comme le « fils spirituel » de l'ancien président de la République, avait déjà arraché la décision de l'Elysée. La mort de Pompidou a simplement retardé ses plans. Car Baudouin a la dent très dure pour Siégel. Dans plusieurs conversations privées, tenues même devant des journalistes de la station, il lui reprochait de « gagner plus d'argent que lui », de « passer son temps au golf », de mal diriger la station. Et puis, il y a des motifs plus personnels : dans les années 60, Siégel avait refusé d'engager comme journaliste un certain Denis Baudouin, qui vivait alors sa « traversée du désert ».

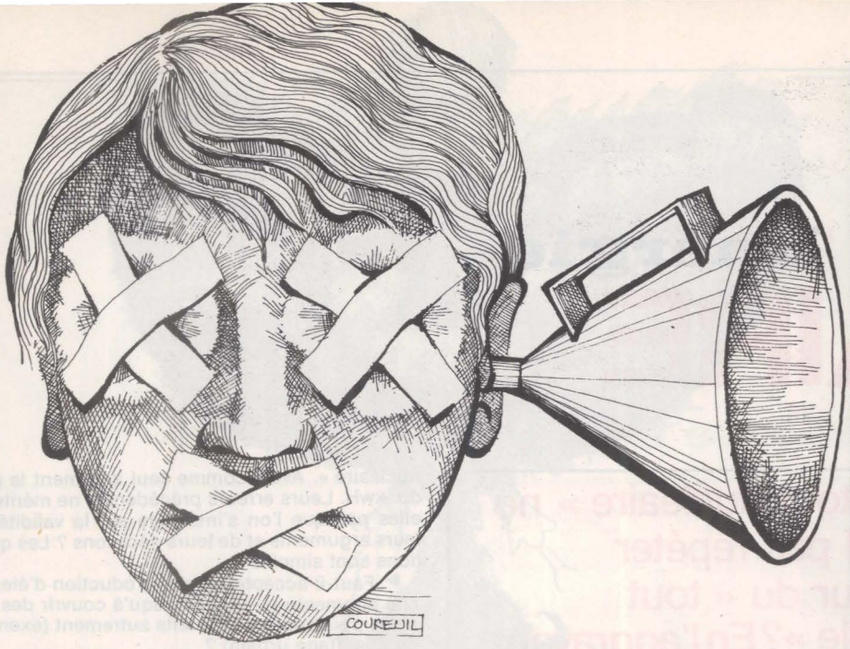
Et puis, Baudouin a un plan pour Europe 1 : il pense que Jean Gorini se solidarisera avec Siégel et que la voie sera libre pour ses dauphins. Il aimerait donner la direction de la station, dès janvier, à Pierre Sabbagh, qui quitte l'O.r.t.f., et à Yves Mourousi, actuellement à France-Inter et qui s'entend mal avec sa nouvelle patronne, Jacqueline Baudrier. Avec une équipe qui accepterait sans sourciller ses coups de téléphone.

Pour réussir son opération, Baudouin s'est assuré l'appui de Jacques Chirac et de l'Hôtel Matignon. Car, là aussi, il y a un sérieux contentieux avec Europe 1. Chirac a reproché à Ivan Levaï, journaliste de la maison, d'avoir raconté que René Tomasini et lui s'amusaient à fabriquer de petits bateaux en papier pendant l'exposé de Jean-Pierre Fourcade à l'Assemblée. Le Premier ministre n'a pas non plus apprécié qu'un autre journaliste de la station, à qui il venait de refuser de répondre à une question pendant une interview, fasse son métier et le signale aux auditeurs. Et puis Chirac voulait passer sur l'antenne le jour où Georges Marchais était l'invité du journal du soir. Ce qui lui fut refusé, pour des raisons de convenances évidentes pour tout le monde, sauf pour l'Hôtel Matignon.

Restait à persuader Poniatowski. Baudouin y parvient en affirmant que Siégel a fait son temps et que c'est ainsi qu'il faut présenter son éviction à l'opinion publique. Heureusement, Baudouin fera une gaffe de taille. Au comité de gérance d'Europe 1, il explique que trop de « persifleurs » sévissent sur l'antenne et que le ton des émissions s'est « relâché ». Dès lors, chacun se saisit de ces deux mots et le départ de Siégel n'apparaît plus comme une opération normale, mais comme un règlement de comptes politique et personnel. Dès lors, les journalistes d'Europe 1 peuvent se mobiliser contre Baudouin et réclamer que leur indépendance soit garantie.

Poniatowski, lui, a vu, la faute. Seulement, Baudouin, qui n'a pas encore tout à fait le sens des préséances, l'a prévenu trop tard. Et en oubliant un simple petit détail : le budget de l'Information est justement discuté cette semaine à l'Assemblée nationale. Le rapporteur en est un U.d.r., Robert-André Vivien, qui a toujours combattu la mainmise sur l'information dans sa version Baudouin. Et qui ne ratera pas l'occasion qu'on lui a offerte.

Tout de suite, le Tout-Paris politique se demande qui sont ces persifleurs dénoncés par le patron de la Sofirad. En fait, c'est presque toute la rédaction d'Europe 1 et plus particulièrement Jean-François Kahn et Etienne Mougeotte. Justement, Ponia-





Maurice Siégel et Giscard d'Estaing.

towski doit aller, ce mercredi-là, à Nice prendre la parole au congrès du Syndicat des commissaires de police. Dans l'avion, il rencontre un journaliste. C'est précisément Jean-François Kahn avec lequel il discute longuement. Manière élégante de désavouer Baudouin.

Mercredi, l'ambiance commence à dégénérer. Le personnel d'Europe 1 tient assemblée générale sur assemblée générale et vote motion sur motion. Peu à peu, toute la rédaction en chef d'Europe 1 va se solidariser avec Siégel. D'une simple maladresse, on passe à « l'affaire Europe 1 ». Poniatowski, lui, commence à se fâcher. Dans la journée, il aura des mots très violents à l'encontre de Baudouin. La reprise en main de l'information, bien sûr, il faut s'en préoccuper. Mais beaucoup plus discrètement. Comme le fait Poniatowski avec l'O.r.t.f. Voilà comment cela fonctionne : les nouveaux directeurs de chaîne transmettent au cabinet du ministre de l'Intérieur et en particulier à André Mousset, conseiller technique chargé de la presse, la liste des journalistes qu'ils souhaitent engager. Le tri est alors fait à ce niveau.

Petit exemple de ces pratiques : un journaliste très connu, mais dont nous tairons le nom pour des raisons évidentes, rencontre il y a 15 jours le directeur d'une des deux chaînes, qui lui précise que son engagement est en bonne voie. Coup de théâtre, la semaine suivante ; le directeur lui explique : « Cher ami, votre candidature pose beaucoup de problèmes. Je vais vous proposer une solution. Vous pourriez travailler pour nous à la pige, réaliser des films que nous visionnerons, puis que nous accepterons. » Et le directeur d'ajouter tranquillement : « Que voulez-vous, Michel Poniatowski m'a dit que vous n'étiez pas des nôtres et que l'on ne pouvait faire autrement. »

Une fois lancée, l'affaire d'Europe 1 ne s'arrête pas : la rédaction se mobilise pour défendre ses droits. Les démissions se succèdent. Lagardère est obligé de négocier. Et, avec l'accord de la rédaction, Mougeotte prend sa direction et la suite de Georges Leroy; les journalistes d'Europe 1 obtiennent des garanties. Mardi, Baudouin a perdu. Et l'on comprend l'irritation de Poniatowski. Car il y a beaucoup d'autres secteurs de l'information où il va falloir manœuvrer en douceur et sans faire de vagues. Déjà, l'Elysée a obtenu le départ de Simon Nora (coupable de « chabanisme ») de la direction générale du trust Hachette. Mais il reste le problème « France-Soir ». Le feu aux poudres a été mis la semaine dernière par les deux « une » du quotidien d'Henri Amouroux mettant en vedette l'accroissement du chômage et les malencontreuses déclarations du secrétaire d'Etat aux P.t.t., Pierre Lelong.



Denis Baudouin.

Déjà, l'Elysée et Baudouin avaient mis au point une stratégie fort subtile pour reprendre en main le quotidien. Il s'agissait d'intégrer dans le groupe France-Editions-Publications (« France-Soir », « Elle », « le Journal du dimanche » et « France-Dimanche ») l'hebdomadaire d'Hachette « le Point ». Et de nommer au poste de directeur général délégué un ami sûr : dans plusieurs conversations privées, Baudouin avait avancé le nom de Claude Imbert, actuel rédacteur en chef du « Point ». Et, la semaine dernière, on avait même vu Baudouin dans les couloirs de l'hebdomadaire « le Point » rendre une petite visite à « son » rédacteur en chef.

Les rumeurs s'amplifiaient. On annonçait même les noms probables des successeurs d'Amouroux et de Pierre Sainderichin. Car le ton, lui aussi « persifleur », de « France-Soir » ne plaît pas à l'Elysée. Le président de la République en personne a plusieurs fois pris la peine de téléphoner au directeur de « France-Soir » et de reprendre un à un les titres de plusieurs numéros du quotidien, qu'il jugeait « trop négatifs ». Même la rubrique sportive n'a pas échappé à la vigilance présidentielle.

Il est vrai que Valéry Giscard d'Estaing s'est toujours intéressé à la presse. Quand il était au ministère des Finances, aucune publicité financière du Trésor n'était accordée sans son visa personnel. Aucun abonnement n'était pris à un journal sans son accord. Ce sont des habitudes qui ne se perdent pas.

Aujourd'hui, les rumeurs ont cessé. Le Pouvoir sait qu'il lui sera extrêmement difficile d'imposer de telles solutions à Amouroux, qui se fait une certaine idée du journalisme, et qu'il aura beaucoup de mal à — selon l'expression d'un ministre en exercice — « faire taire Pierre Sainderichin ». Mardi matin, le P.d.g. d'Hachette, Ithier de Roquemaurel, a dû affirmer : « Henri Amouroux assure et continuera d'assurer la direction de « France-Soir »... » La gaffe de Baudouin vient compliquer bon nombre de projets.

Le système de contrôle de l'information et de mise en surveillance des journalistes qui s'est élaboré peu à peu est pourtant presque sans faille. A la délégation générale à l'Information, le travail est parfaitement réparti. Un brillant énarque, Henri Pigeat, ancien membre du cabinet de Philippe Malaud lorsque celui-ci occupait le portefeuille de l'Information, s'intéresse aux problèmes nobles de la presse. Il travaille à deux rapports : l'un sur la révision du système d'attribution des numéros de commission paritaire — qui permet aux journaux de bénéficier de tarifs P.t.t. préférentiels, de la détaxe T.v.a. sur leur matériel, etc. — et l'autre sur la transformation des Nouvelles messageries de la presse parisienne. Tout cela devant permettre un meilleur contrôle financier de la presse et des aides que l'Etat lui attribue chichement.

L'autre adjoint de Baudouin, Roger Paret, ancien journaliste, et le meilleur rédacteur des dicours de Chirac, est chargé de « faire les renseignements généraux de la presse ». Tout ceci en liaison avec les membres du cabinet de Poniatowski, en particulier Mousset. Et avec l'Hôtel Matignon.

Décidément, tout le monde dans ce régime s'intéresse à la presse et veut en tirer le meilleur profit... C'est-à-dire faire taire les gêneurs. Cette fois, le coup a été trop visible. Les prochains seront plus discrets, par exemple en direction de la presse régionale.

NICOLAS BRIMO

L'ENJEU NUCLEAIRE

Energie

Une « petite phrase » de Jacques Chirac a remplacé un débat national. En affirmant, à l'Assemblée nationale, que « la production d'électricité par les centrales nucléaires nous permettra d'économiser, en 1985, 65 millions de tonnes de pétrole », le Premier ministre a balayé les hésitations des techniciens, le doute des financiers, la peur d'une bonne partie des Français. Le programme nucléaire français — qui était déjà depuis le 5 mars le plus fabuleux marché nucléaire du monde — vient de prendre des dimensions nouvelles : d'ici à 1980, six ou sept tranches de centrales nucléaires de 1 000 mégawatts devront être mises en chantier chaque année. En 6 ans, plus de 40. Chaque centrale coûtant — aujourd'hui — 1,3 milliards de francs, on peut mesurer l'effort financier que le gouvernement impose à l'E.d.f.

Début mars, un conseil interministériel avait suffi pour décider du programme à court terme : six centrales mises en chantier en 1974, sept en 1975. Les arguments invoqués : le kwH nucléaire reviendra à moins de5 centimes,alors que le kwH-fuel dépasse les 10 centimes ; la part devise du kwH nucléaire est six fois moins forte que celle du kwH-fuel. Réduit à cette seule dimension, le débat a tourné court. Mieux, le gouvernement a refusé qu'il s'engage.

La base du programme nucléaire français repose sur un postulat : le « tout électrique ». Pour les experts du gouvernement, la consommation énergétique française doit, dans les prochaines années, continuer à croître au même rythme que par le passé. Mais surtout, au lieu de se diversifier, elle va se « solidifier ». L'essentiel de cette énergie étant utilisée sous sa forme électrique. L'électricité ayant gagné sa guerre, après la lumière, les moteurs, le chauffage lui revient. A terme, l'automobile passerait sous sa coupe : soit par la voiture électrique, soit par l'hydrogène qui demande, pour être « fabriqué », beaucoup d'électricité.

Reste à savoir comment cette dernière sera produite. Dans la gamme des possibles — hydraulique, thermique charbon, thermique fuel, nucléaire — le gouvernement a choisi : en 1985, 30 % de la consommation dépendra du nucléaire. Au passage, il a escamoté le débat. Car passer du « tout électrique » au « tout nucléaire » méritait autre chose qu'un conseil interministériel ou qu'un Conseil des ministres. Ce qui est en cause dépasse le montant des investissements. Les choix dans la politique énergétique d'un pays ayant des conséquences lointaines.

Cette absence de débat n'est pas nouvelle. L'abandon du charbon, le coup d'arrêt porté en 1968 au nucléaire, le choix pétrolier n'ont donné lieu à aucune discussion. Bardés de chiffres, de références « scientifiques », utilisant un langage tantôt hermétique, tantôt prophétique, les responsables qui dans les années 60 ont décidé de la politique énergétique française — ce sont les mêmes qu'aujourd'hui et il serait cruel de rechercher leurs discours d'alors — avaient également refusé qu'un véritable débat s'instaure.

On en mesure aujourd'hui les conséquences. Depuis de nombreuses années, sous prétexte de compétitivité, le critère déterminant de la politique énergétique est le coût du pétrole. En 1969, un rapport du Conseil économique et social, le rapport Fillon, indiquait : « Il conviendrait que soit considéré comme élément directeur des prix le coût pour la collectivité de la ressource sur laquelle on peut compter pour « boucler » le bilan énergétique national, c'est-à-dire le pétrole importé. Le niveau des prix qui en découlera (...) servirait de référence pour le placement des autres apports énergétiques susceptibles d'intervenir dans l'approvisionnement ». Le gouvernement n'avait pas attendu. Le 10 décembre 1968 le plan Bettencourt était rendu public. La production charbonnière, qui était cette année-là de 42 millions de tonnes, allait chuter pour n'être plus que de 26 millions en 1974. Pour cela, il avait suffit que les pétroliers fassent du dumping. A l'époque ils pouvaient jouer la baisse.

Le « tout nucléaire » ne va-t-il pas répéter l'erreur du « tout pétrole »? En l'aggravant.

Le charbon mis k.o., restait un seul concurrent sérieux : le nucléaire. Car l'hydraulique n'était plus dans la course. Limité dans ses possibilités, elle ne méritait pas, aux yeux du Pouvoir, de développement supplémentaire. Sans bruit, sans discours, un certain nombre de projets furent abandonnés **(voir « l'Unité », n° 127).** Le nucléaire pouvait être une gêne pour les pétroliers : il fut également abandonné. Alors que le Ve Plan prévoyait la mise en chantier de 500 Mw nucléaires par an, en 4 ans aucun programme n'allait être engagé. La filière française — graphite-gaz à uranium naturel — n'allait pas résister à la « baisse » du fuel. Un exemple : le 7 décembre 1967 un Conseil interministériel présidé par le général de Gaulle décidait de construire à Fessenheim deux centrales, à filière française, de 750 Mw. En septembre 1968, on apprenait que la décision était ajournée. En 1970, E.d.f. passait commande d'une centrale à eau légère (filière américaine)... La Commission pour la production d'électricité d'origine nucléaire (P.e.o.n.) pouvait déclarer en novembre 1970 : « L'abaissement considérable enregistré sur le coût du fuel (près de 50 % en francs courants) a été le facteur essentiel dans les déceptions que nous avons subies quant à la compétitivité des centrales nucléaires. » Car le kwH nucléaire ne pouvait alors, pas plus que le charbon, lutter sur ce plan-là contre le fuel. Certains experts n'estimaient-ils pas, en 1970, qu'en 1975 ce kwH-fuel ne coûterait que 2,75 centimes ? Alors qu'il en coûte plus de 11.

Les 6 questions

Le charbon agonisant, la filière française morte, les pétroliers avaient les mains libres. On connaît la suite : les puits de mine fermés, la recherche scientifique au point mort, la filière américaine adoptée. Et les pétroliers qui, en 1969, vendaient 4 millions de tonnes de fuel pour la production électrique, en ont vendu 16 millions en 1973. Au passage, il faut noter que ce sont des productions « nationalisées » qui ont fait — comme par hasard — les frais de l'opération. Le charbon, c'est les Houillères de France, la filière graphite-gaz, le C.e.a.

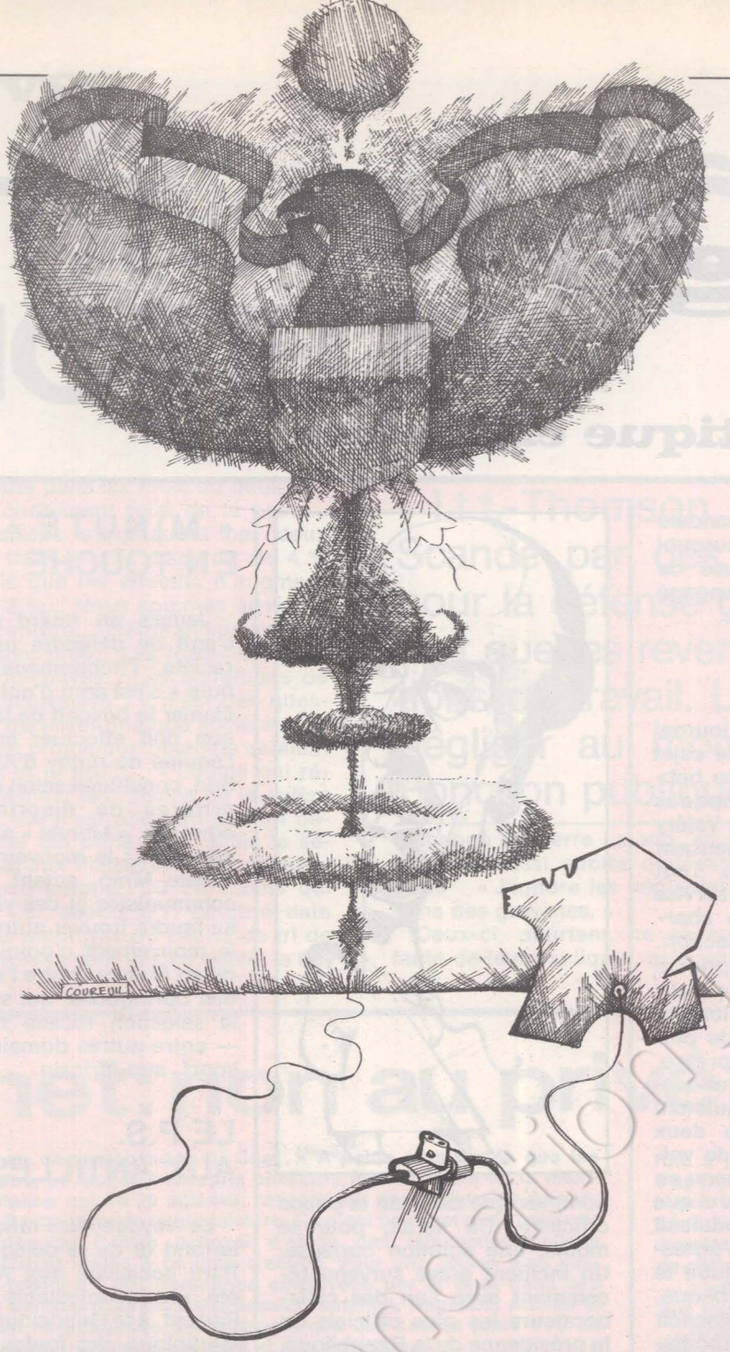
Puis est venue la « crise ». Reprenant leurs ordinateurs et leur assurance scientifique, les experts gouvernementaux ont changé de discours.Ils sont passés du « tout pétrole » au «tout nucléaire ». Avec, comme seul argument le prix du kwH. Leurs erreurs précédentes ne méritent-elles pas que l'on s'interroge sur la validité de leurs arguments et de leurs décisions ? Les questions sont simples :

- Faut-il accepter que la production d'électricité augmente pour aller jusqu'à couvrir des besoins pouvant être satisfaits autrement (exemple du chauffage urbain) ?
- Faut-il accepter les calculs économiques établis pour des centrales nucléaires dont on ne connaît pas les rendements ? Le « tout nucléaire » n'est-il pas une erreur du même type que le « tout pétrole » ?
- Faut-il accepter un programme nucléaire qui, par les investissements qu'il réclame, réduira à rien la recherche et le développement des autres sources d'énergie (géothermique, solaire, éolienne) ?
- Faut-il accepter dans les conditions actuelles la mise à mort des charbonnages et l'arrêt de toute prospection sur le territoire national ?
- Faut-il ignorer les graves questions de sécurité non encore résolues que posent les centrales nucléaires et la chaîne du combustible ?
- Faut-il « tout miser » sur les centrales actuelles alors que tous les spécialistes affirment que dans 30 ou 40 ans on en sera à la fusion thermonucléaire et que, d'ici là, les surgénérateurs seront opérationnels **(voir notre encadré)** ?

On le voit, le gouvernement est loin d'avoir répondu à de telles questions. Et si l'E.d.f. annonce une « large action d'information auprès du public », on peut s'étonner que cette action soit entreprise une fois la décision prise. Et que ce soit l'organisme chargé de développer le nucléaire qui soit chargé de « l'information ». Alors qu'il y a seulement un mois une émission de télévision fut retirée des programmes pour avoir abordé ces questions **(voir « l'Unité, n° 127)...**

La fiabilité du nucléaire — et, en particulier, de la filière américaine — est loin de faire l'unanimité. Et ce ne sont pas seulement les « écologistes », ces doux rêveurs barbus, qui mettent en cause leur fonctionnement. La Commission américaine à l'énergie atomique (A.e.c.) a décidé, il y a un mois, d'arrêter quinze des cinquante-deux réacteurs fonctionnant aux Etats-Unis. Cette décision a été prise après que des fissures aient été détectées dans les systèmes de refroidissement de trois réacteurs. Le 13 septembre, à la centrale de Dresden, dans l'Illinois, une fuite était détectée sur une canalisation : 19 litres d'eau — radioactive — à la minute s'en écoulaient. Des vérifications furent entreprises. Coup sur coup, des « incidents » furent localisés : amorces de fissures. Ou fissures tout court. Sans que l'alerte ait été donnée. Pour l'instant, les techniciens s'interrogent sur les raisons de ces « ennuis ». Sans trop savoir à quoi les imputer : il s'agit de matériel neuf. Les mesures prises ne semblent pas avoir fait l'unanimité : Carl Hocevar, un des meilleurs spécialistes de la sécurité de l'A.e.c., a démissionné le jour où l'ordre d'arrêt a été donné. Motif : l'ignorance dans laquelle est tenue l'opinion américaine des dangers potentiels des centrales nucléaires. Que dirait-il s'il travaillait au Commissariat à l'énergie atomique français ?

Il y a également ce que l'on pourrait appeler les risques industriels. Ils existent pour tous les projets à technologie avancée. Mais, dans le cas du nucléaire, les choix faits en 1969 compliquent les choses. La filière à eau ordinaire a été choisie « sur maquette ». Plus exactement, sur



des installations de faible puissance. Aucun réacteur de puissance équivalente à celle de Fessenheim ne fonctionne aux Etats-Unis : les centrales de 1 000 mégawatts que la France va construire font figure de prototype. Ce qui, pour leur utilisation industrielle, pose un problème. D'autant qu'il n'est pas sûr que les rendements — le coefficient de disponibilité — soient bons. Aux U.s.a., à la suite d'incidents techniques, ce coefficient est de 50 %. Quel sera-t-il pour des « presque prototypes » français ? D'autant que leur puissance sera plus grande que celle de leurs homologues américains.

De ces risques industriels découlent les risques économiques. Non seulement l'E.d.f. a bâti ses programmes sur des filières dont le rendement n'est pas certain, mais il va falloir utiliser, pour faire fonctionner ces centrales, de l'uranium enrichi. Or, si la France est riche en uranium, elle ne disposera d'enrichi qu'une fois que l'usine de Tricastin, dans la Drôme, fonctionnera. C'est-à-dire en 1982. Usine d'enrichissement qui nécessitera la construction de quatre unités de 1 000 mégawatts...Et, en attendant, on achètera le combustible aux Américains. Ceux-ci ont d'ailleurs averti leurs éventuels clients : ces prochaines années, le combustible augmentera d'au moins 100 %. Ce qui permet d'envisager, d'ores et déjà, une augmentation du prix du kwH d'origine nucléaire de plus de 30%.Le programme américain trouverait d'ailleurs là la raison de son freinage. De nombreux économistes pensent que ce sont des questions de rendement et de coût qui ont poussé les responsables américains à la prudence. Bien plus que ne l'avaient fait les risques écologiques.

Le débat que le gouvernement cherche à escamoter est, on le voit, d'importance. Il l'est d'autant plus que les conditions de financement vont imposer à l'E.d.f. des choix difficiles. L'énormité du marché est telle que, pour de nombreux économistes, ce programme est trop « gros » pour les capacités financières et industrielles françaises. Jean-Pierre Fourcade n'étant pas disposé à trop dépenser pour E.d.f., cette dernière devra recourir à l'emprunt. Et la seule place où l'on trouve — à des taux élevés — de l'argent, c'est New York. Le programme français permettra donc aux industriels américains de faire des bénéfices à la fois au stade de la construction, grâce à leurs brevets et leurs filiales ; au stade du fonctionnement, en fournissant le combustible ; à celui, enfin, du remboursement des crédits. On le voit, l'indépendance nationale est fragile...

Les groupes français impliqués dans le programme nucléaire feront, eux aussi, de gros bénéfices. E.d.f. poussant la gentillesse jusqu'à les aider à conquérir des marchés à l'étranger. Mais le gouvernement ne dit rien de tout cela. Il voudrait que de telles décisions puissent être prises en laissant les Français dans l'ignorance.

C'est qu'un tel débat dépasse le cadre d'un simple choix technique. C'est l'ensemble de la politique économique du gouvernement qui est en cause. Et, de cela, le Pouvoir ne veut pas débattre.

GUY PERRIMOND.

Suivez la filière

Un réacteur nucléaire c'est une chaudière. Une chaudière chauffée par l'énergie produite par la fission en chaîne d'un combustible. La fission se produit lorsqu'un noyau fissile capture un neutron et se scinde en noyaux plus petits. Cette fission produit de la chaleur et de nouveaux neutrons. La chaleur est récupérée — comme dans les générateurs thermiques classiques — les neutrons provoquent de nouvelles fissions. La réaction en chaîne est ainsi amorcée.

La seule matière fissile naturelle est l'uranium 235. Un kilo d'uranium naturel contient 7 g d'uranium 235 et 993 g d'uranium 238. L'uranium enrichi est un uranium dans lequel on a accru la proportion d'U 235.

Il faut pour les centrales de la génération actuelle un combustible, un modérateur et un refroidisseur. Le modérateur a pour but de ralentir les neutrons. Au moment de la fission, certains sont doués d'une vitesse de 20 000 km par seconde — les neutrons rapides — d'autres d'une vitesse de 20 km/ seconde. Dans les réacteurs « rapides » — les surgénérateurs — ce sont les premiers qui seront utilisés. Pour l'instant, les réacteurs utilisent une substance ayant pour tâche de « ralentir » les neutrons. Ce modérateur peut être du graphite (filière française), de l'eau lourde (filière canadienne), de l'eau ordinaire (filière américaine). Le refroidisseur peut également être de l'eau (filière américaine), du gaz carbonique (filière française), du sodium, etc.

C'est en jouant sur ces trois éléments (combustible, modérateur, refroidisseur) que l'on détermine une filière.

Celle adoptée par E.d.f. a de l'uranium enrichi comme combustible, de l'eau légère comme modérateur et refroidisseur.

L'eau légère — c'est de l'eau ordinaire — ne coûte pas cher. Mais elle nécessite de l'uranium enrichi. En effet, l'hydrogène contenu dans l'eau capture les neutrons. Avec de l'uranium naturel — pauvre en U235 — la réaction en chaîne ne s'entretient pas. Or, pour des raisons militaires, les U.s.a. possédaient de l'uranium enrichi. Ce qui explique leur choix. Mais l'économie faite sur la centrale — modérateur et refroidisseur bon marché, volume moindre pour même puissance — est compensée par les investissements à faire pour enrichir l'uranium. De surcroît, les performances thermiques d'une telle centrale ne sont pas très bonnes, la pollution thermique s'y pose avec plus d'acuité et elles utilisent « mal » l'uranium, provoquant un gaspillage indécent des réserves mondiales. A leur actif, un seul bon point : cette filière est américaine...

changer la vie politique en France

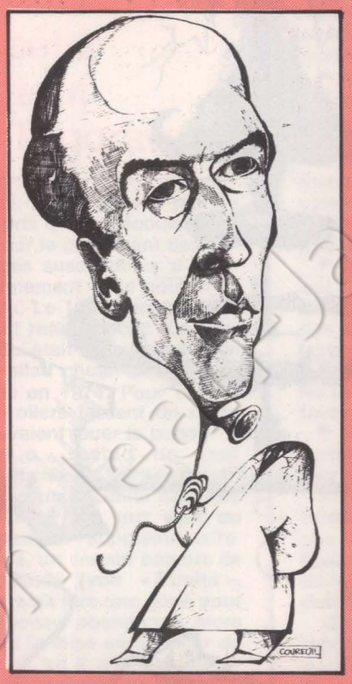
LA VILLETTE AUX HALLES

Après le rejet de la question préalable qu'il avait posée, le groupe socialiste de l'Hôtel de Ville de Paris a quitté lundi le débat sur le nouvel aménagement des Halles consécutif aux décisions prises le 6 août dernier par le Président de la République sans consultation des élus parisiens. Le débat en Commission avait, en effet, confirmé toutes les incertitudes financières contenues dans le mémoire du Préfet de Paris (cf. l'Unité de la semaine dernière). Ce document, en particulier, ne mentionne même pas les indemnités que la Ville et l'Etat devront verser à la Société qui a effectué les travaux de fouille pour l'implantation du Centre Commercial international désormais supprimé. Selon une estimation du rapporteur général du Budget, Christian de la Malène, ces indemnités pourraient se situer dans une « fourchette » allant de 50 à 150 millions de francs qu'il convient donc d'ajouter au nouveau déficit de l'opération. Soit, au total, un « trou » d'au moins 400 millions au départ. Et de combien à l'arrivée ? Déjà certains parlent d'un nouveau scandale de La Villette et c'est pourquoi les socialistes ont refusé de participer à un débat engagé dans de telles conditions.

LES ECARTS DE GISCARD

Même le très sérieux journal « le Monde » a abordé le sujet dans sa revue de presse hebdomadaire : les escapades diurnes et nocturnes de Valéry Giscard d'Estaing commencent à poser des problèmes. Tout d'abord les membres du service des « voyages officiels » chargé d'assurer sa protection. Giscard d'Estaing supporte très mal leur présence, ne leur facilite pas la tâche et les accuse d'être à l'origine de plusieurs « fuites » dans la presse. C'est faux. Mais il est vrai qu'à l'Elysée beaucoup s'inquiètent et racontent volontiers deux incidents. Un accident de voiture, mineur certes, survenu en plein Paris à une voiture que Giscard d'Estaing conduisait de nuit. Et un début d'agression physique que dut subir le président de la République, une nuit qu'il se promenait dans une rue du 16e arrondissement.

Giscard d'Estaing pense confier sa protection à d'autres



hommes que ceux de la police officielle. Ce serait, pour le moins, une solution curieuse. Un incident grave survenu récemment avec l'un des collaborateurs les plus officiels de la présidence de la République, dans l'enceinte même du Palais de l'Elysée, l'en dissuadera peut-être.

« MINUTE » EN TOUCHE

Jamais en retard dès qu'il s'agit de défendre une cause raciste, l'hebdomadaire « Minute » s'est ému d'entendre réclamer le boycott de la tournée que doit effectuer en France l'équipe de rugby d'Afrique du Sud, constituée selon de stricts critères de discrimination ethnique. « Minute » a trouvé le coupable : le mouvement antiraciste Mrap, autant dire des communistes et des violents. Il lui faudra trouver autre chose : le mouvement d'opinion grandit en France contre l'exhibition des Springboks, qui symbolise la sélection raciste marquant — entre autres domaines — le sport sud-africain.

LE P.S. AUX ANTILLES

Le voyage de François Mitterrand et de la délégation du Parti socialiste aux Antilles a été un incontestable succès. Partout, à la Guadeloupe et à la Martinique, des foules enthousiastes ont accueilli le Premier secrétaire du P.S. et applaudi en lui l'homme qui a failli devenir en mai dernier président de la République. L'ensemble des responsables de toutes les formations de gauche ont tenu à être présents aux côtés de François Mitterrand au cours de toutes les manifestations. Seule absente de marque : l'administration. Ni les préfets ni aucun de leurs représentants n'avaient jugé bon de se déplacer ou de souhaiter la bienvenue à l'ancien candidat à l'élection présidentielle. En Guyane, l'administration a même fait mieux : elle a fait distribuer des tracts orduriers contre François Mitterrand. Il reste que ce voyage de la délégation socialiste a permis de mettre en lumière un certain nombre de problèmes spécifiques à ces trois départements d'outre-mer. Problèmes dont Régis Debray parlera la semaine prochaine dans « l'Unité ».

LES 59 TRUQUAGES DE LA C.F.T.

Mardi, au cours d'une conférence de presse, Marcel Caille et le Bureau confédéral de la C.g.t. ont ouvert le dossier de la C.f.t. à Simca-Chrysler France. Et la manière dont, dans cette firme, on truque les élections professionnelles.

Plus de 25 témoignages relatant des faits précis et contrôlables, dont 10 devant huissier, ont été recueillis par la C.g.t. De nombreux autres devant l'inspecteur du Travail. D'ailleurs, le procès en annulation des élections s'ouvrait à l'heure de cette conférence de presse.

« Nous avons relevé 59 cas, truquages et pressions sur les travailleurs, devait déclarer Marcel Caille. Il est impossible de tout citer ici. Les hommes de la C.f.t. tenaient tous les bureaux de vote. Entre 0 h 30, heure de la fermeture du scrutin, et 0 h 40, heure où a commencé le dépouillement, toutes les lumières se sont éteintes dans la seule entreprise, comme par hasard. Et, comme par hasard aussi, il n'y avait aucune lampe de secours dans aucun des bureaux de vote, contrairement à la loi. Ce qui a permis une large fraude. On trouve même plus d'enveloppes que de votants dans certains bureaux. Les hommes de la C.f.t. ont mal compté.

« Les enveloppes étaient transparentes, permettant de voir la couleur du bulletin de vote. Comme celui de la C.g.t. était rouge, les pressions étaient faciles. Elles sont innombrables. Des enveloppes avec des bulletins C.f.t. dedans étaient distribuées sur la chaîne, avec les pressions que l'on imagine. Ce fut fait à grande échelle.

« Des électeurs, après être passés par l'isoloir et avoir voté, devaient rendre le bulletin C.g.t. aux hommes de la C.f.t.

« Les hommes de main de la C.f.t. ont tenté de réduire par tous les moyens l'audience de la C.g.t., notamment en empêchant nos militants de distribuer normalement le matériel de propagande : bousculades, vols de tracts sur les parkings de l'usine, agression de plusieurs candidats C.g.t. ont eu lieu ».

P.T.T. : UN RÔLE MOTEUR

« l.t.t.-Thomson n'auront pas les télécom ». Scandé par des milliers de grévistes, ce slogan pour la défense du service public est aussi important que les revendications de salaires et de conditions de travail. Le gouvernement aurait tort de le négliger au moment où d'autres secteurs de la Fonction publique se mettent en grève.

« Je redoute dans six mois ou deux ans un effondrement total de la poste... Les raisons s'expliquent par deux chiffres. Le trafic postal s'accroît de 4 % par an tandis que les effectifs n'augmentent que de 2 %... Nous sommes arrivés à un point de rupture... Il faudrait surtout titulariser les auxiliaires... Les travailleurs des P.t.t. sont sous-payés... Les conditions de travail sont mauvaises... Il n'est pas question de faire du téléphone une société anonyme dont les principaux objectifs seraient la rentabilité et le profit... » Litanie qui résume parfaitement les raisons de la colère des postiers. Ce n'est pourtant pas un délégué syndical qui parle ainsi, mais le secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications, Pierre Lelong. Ou du moins qui parlait ainsi. Car, depuis le 17 octobre, date à laquelle les employés du centre de tri de la gare de Lyon se sont mis en grève, le ton a changé et Pierre Lelong, en proie à une amnésie aussi subite qu'inexplicable, affirme : « J'ignore les véritables revendications des grévistes. »

Ceux-ci, pourtant, ne se sont pas fait faute de leur expliquer, au cours de quatre longues séances de négociations (plus de 20 h au total), les 23, 24, 25 et 27 octobre. Car, entre le 18 et le 23, la grève s'est étendue à l'ensemble des services postaux, aux chèques postaux et aux service du téléphone. Et le dernier week-end, décevant →

Cnet : non au privé !

« Non au démantèlement du Cnet. » A peine plus timide que les autres, ce slogan est repris plusieurs fois au cours de la manifestation qui, le 28 octobre, rassemblait des milliers de travailleurs des P.t.t. autour de leur ministère. Ce n'est pourtant pas l'habitude des salariés du Centre national d'étude des télécommunications de se retrouver mêlés à ce type d'action. Pour une raison bien simple : sur quelque 1 800 personnes employées par le Cnet dans ses différents centres d'Issy-les-Moulineaux, Lannion, Bagneux, Arcueil et Rennes, on ne dénombre pratiquement que des cadres (dont 1 / 3 de cadres supérieurs), des ingénieurs et des techniciens.

C'est la vocation même de cet organisme qui exige un haut degré de qualification pour son personnel. En effet, le rôle essentiel du Cnet est de concevoir dans ses laboratoires tout le nouveau matériel téléphonique, et de vérifier que sa fabrication par l'industrie privée est d'une qualité suffisante et d'un prix raisonnable. Depuis sa date de création en 1944, il a ainsi bénéficié du régime des secteurs de pointe à technologie avancée. « En comparaison de bien d'autres professions, notre sort est enviable », reconnaît un ingénieur de Lannion. Dans l'ensemble, personne ne se plaint ni des salaires ni des conditions de travail. Ce qui explique sans doute le faible taux de syndiqués (à peine 15 %) et la réputation de service tranquille, difficilement mobilisable.

Dans ce contexte, la décision prise par le Conseil des ministres du 16 octobre fait l'effet d'une bombe. Dans le cadre d'une restructuration de la direction générale des Télécommunications, les activités du Cnet seraient « redistribuées ». Ce langage gouvernemental, les syndicats l'ont trop entendu au sujet de l'O.r.t.f., des P.t.t. et de tous les secteurs publics qui sont peu à peu démantelés, au profit des intérêts privés. Immédiatement, ils mettent à jour les intentions des pouvoirs publics : il s'agit en fait de cantonner le Cnet dans la recherche fondamentale, de lui supprimer le contrôle technique et financier qu'il pouvait exercer sur les fabricants privés de matériel téléphonique.

« Depuis 10 ans que fonctionne le service de contrôle des prix du Cnet, explique Pierre Le Morvan, délégué général de la Fédération nationale des télécommunications, il a enregistré des résultats non négligeables. Ainsi, grâce à son intervention, plusieurs fabricants fournisseurs des P.t.t. ont été obligés de réduire leurs marges bénéficiaires. Ainsi, pour la seule année 1973, le matériel de commutation a enregistré une baisse de 11 % ». Un contrôle qui ne faisait pas l'affaire des constructeurs de matériel téléphonique.

Ne pouvant plus imposer des prix exagérés, ils ont alors essayé de se rattraper en fournissant du matériel de moins bonne qualité. Il existe plusieurs centraux téléphoniques en France — dont le central de Saint-Lambert, dans la région parisienne — qui fonctionnent à 30 ou 40 % de leur capacité à cause de vices de fabrication. Là encore, le Cnet a un rôle à jouer. Un exempie : le service de contrôle de cet organisme s'aperçoit un jour que des relais de contact pour standard sont défectueux. Aussitôt, l'entreprise fabricante, en l'occurence la Compagnie générale de construction téléphonique, filiale d'I.t.t., est sommée d'arrêter la production. On imagine aisément la réaction des dirigeants de cette entreprise à cette invitation !

L'efficacité du Cnet n'est plus à démontrer, contrairement aux bruits que font courir ceux qui ont intérêt à le voir disparaître.

Grâce à ses chercheurs, le niveau technique des télécommunications françaises est reconnu dans le monde entier. En France, sur le plan de la mise en œuvre de matériels nouveaux, sa compétence également demeure incontestée ; même si les entreprises privées se jettent sur chacune de ses découvertes pour les exploiter, elles sont la plupart du temps incapables de maîtriser cette technologie avancée. En témoigne l'incendie récent du central de Poitiers, équipé de matériel très perfectionné. Seul le Cnet a pu enrayer le sinistre, la société fabricante des installations ayant révélé sa totale incapacité.

« Dans les années à venir, commente Jacques Giraud, secrétaire national des cadres F.o., équiper la France en matériel de télécommunications représentera des centaines de milliards. Le Cnet occupe un poste-clé dans le partage de ce gâteau. »

« En fait, cet organisme effectue un contrôle réel sur la manière dont sont utilisés les deniers des contribuables, poursuit Jacques Truffy, délégué C.g.t. d'Issy-les-Moulineaux. Une fonction que les grandes sociétés privées lui pardonnent d'autant moins qu'il prétend la remplir en faisant passer d'abord l'intérêt de ses contribuables. » Le projet de décret adopté par le Conseil des ministres du 16 octobre conduit en fait directement à la privatisation d'un service public.

Face à cette menace, la réaction du personnel est immédiate. « Jamais au Cnet on n'avait vu une telle mobilisation », constate Bernard Devault, syndicaliste C.f.d.t. Un comité intersyndical, avec la participation de tous les syndicats (C.g.t., C.f.d.t., F.o. et F.n.t.) appelle à la grève et est entendu. En plus des inquiétudes que cette réforme fait peser sur leur emploi, cadres, ingénieurs et techniciens veulent conserver intact un instrument de travail qui leur permet de rendre un service public de qualité. Tout n'est pas joué tant que le décret n'est pas signé. En s'unissant avec l'ensemble des employés des P.t.t., le personnel du Cnet veut empêcher sa signature.

Des employés qui se battent pour l'intérêt général, un gouvernement qui favorise les grandes entreprises convoitant un secteur public rentable, au détriment de toute logique : une situation qui se produit de plus en plus souvent dans la France de Giscard.

CHRISTINE COTTIN

P.t.t.: un rôle moteur



les espérances du gouvernement, n'a pas été démobilisateur : l'administration des P.t.t. elle-même avouait 5 000 nouveaux grévistes lundi matin. Un chiffre qu'on peut sans risque multiplier par deux... A noter aussi que lundi après-midi, à Paris, les Renseignements généraux évaluaient à 20 000 le nombre de ceux qui manifestaient leur mécontentement devant les locaux du ministère, avenue de Ségur. Bref, nombreux sont ceux qui estiment que les P.t.t. connaissent leur troisième grande grève depuis le début du siècle, après celles de 1901 et 1953.

11 000 nouveaux emplois

Trois raisons essentielles à ce mécontentement, que certaines observations laissaient prévoir (ainsi, le nombre de journées de grève dans les P.t.t. était passé de 350 000 en 1971 à 600 000 en 1973) D'abord les salaires : les chiffres parlent d'eux-mêmes. Sur les 380 000 employés des P.t.t., 70 % gagnent moins de 2 000 F par mois. Parmi eux, un travailleur sur quatre est auxiliaire : 90 000 personnes, qui n'atteignent jamais plus de 1 300 F. Et un tiers des employés des P.t.t. ne gagne pas 1 500 F. Ce qui explique déjà le mécontentement général et la popularité de la revendication : 200 francs de plus pour tous.

Second motif de colère : le manque d'effectifs, qui rend les conditions de travail de plus en plus pénibles. Pierre Lelong, avant de perdre la mémoire, était conscient de ce problème puisqu'il avait réclamé la création de 11 000 nouveaux emplois. Il en a obtenu 4 000. Ce qui ne règle en rien le problème.

Troisième raison de la grève : les craintes de voir les P.t.t. bradées au secteur privé, et l'abandon de la notion de service public (voir « Dictionnaire d'un racket », «l'Unité »n°128).« Au lieu d'avoir affaire aux usagers, on vend des produits, explique André Rosay, secrétaire général adjoint de la fédération C.f.d.t. des P.t.t. Et c'est ressenti très profondément par les agents des P.t.t. qui ont été, avec les enseignants sous la IIIe République en particulier, de ceux qui ont républicanisé la France. » Cette crainte n'a rien d'abstrait. A la manifestation de lundi, on a entendu de nombreux participants scander : « I.t.t.-Thomson n'auront pas les télécom », ce qu'un délégué syndical estime « très réconfortant politiquement ».

Que répond le secrétaire d'Etat aux revendications des grévistes ? Pour les effectifs, il ne peut rien. Pour les salaires, il peut augmenter de 200 F la prime d'exploitation annuelle (uniforme pour tous les agents des P.t.t, elle est de 1 200 F dans le budget 1975). Commentaire d'un responsable syndical : « On demande 200 F par mois, on nous en propose 16. Ce n'est pas sérieux. »

Et, dimanche soir, les organisations syndicales C.g.t., Force ouvrière, C.f.d.t. et F.n.t. décident, après s'être concertées, d'attendre des propositions plus consistantes pour poursuivre les négociations. Emile Le Beller, responsable des postiers C.f.d.t., résume l'opinion générale : « Les grévistes ne reprendront pas le travail avec les quelques miettes qu'on leur offre. » Cela, tous les responsables syndicaux se le voient confirmer par les réactions enregistrées partout en France. Et, même, ils se demandent si les travailleurs de la Fonction publique ne vont pas embrayer le pas à leurs camarades des P.t.t. « J'ai le sentiment que le conflit risque de s'étendre, estime Claude Pitous, secrétaire général adjoint de la fédération F.o. des P.t.t. Dans nos fédérations de la Fonction publique, on sent de l'agitation. »

Plus qu'en 1968

Le gouvernement prendra-t-il le risque de voir les P.t.t. jouer un rôle moteur ? Nul ne le sait aujourd'hui. Mais le moins que l'on puisse dire est qu'il ne cherche guère de solutions au conflit. Pourquoi cette mauvaise volonté ? Louis Viannet, secrétaire général adjoint les postiers C.g.t., l'explique ainsi : « Pour le gouvernement, l'enjeu est gros. Car nos trois axes revendicatifs vont tous les trois à l'encontre des objectifs fondamentaux de sa politique. Nous voulons éviter le démantèlement, et nous demandons une augmentation des effectifs : cela se situe à l'opposé du plan d'austérité. Les grévistes veulent 200 F d'augmentation, alors qu'un accord salarial a été signé en juillet 1974 (sans nous, et sans la C.f.d.t.) : c'est la remise en cause de la politique contractuelle, dans un secteur important. »

Qui plus est, la personnalité même de Pierre Lelong, visiblement dépassé par sa tâche, de l'avis de tous les négociateurs, n'est pas faite pour débloquer plus vite la situation. Et, surtout, à l'heure où les mineurs de Lorraine se mettent en grève, suivis la semaine prochaine des électriciens et des gaziers, peut-être aussi de la S.n.c.f., le gouvernement ne semble pas réaliser qu'il y a aujourd'hui plus de grévistes dans les P.t.t. qu'en mai 1968.

MICHELE BACKMANN



changer la vie sociale et économique

LA NEOGRAVURE : DURE EPREUVE

Les 5 500 travailleurs de La Néogravure seront fixés sur leur sort la semaine prochaine. En effet, le tribunal de commerce a accordé un délai pour trouver les 5 milliards nécessaires à la suspension des poursuites pour non paiement des créanciers. Délai qui ne signifie pas, pour ceux qui risquent de perdre leur emploi, optimisme. Les travailleurs ont en effet décidé de réagir si, après la décision du tribunal, leur situation empirait. En attendant, leurs banderoles étaient en bonne place lors de la manifestation de vendredi après-midi, devant le C.n.p.f., pour la défense de l'emploi.

ECOLE PRIVEE ET SYNDICATS

Bien des parents, dont les enfants sont dans des écoles privées confessionnelles, ne savent pas qu'ils ont adhéré à l'Apel (Association des parents des écoles libres) : la plupart du temps, la cotisation est incluse dans le prix de l'inscription.

Encore moins de parents savent que depuis Mai 68, l'Apel se révèle comme une association de droite. Un exemple parmi d'autres : juste avant les élections présidentielles, la Fédération de l'Apel des Hauts-de-Seine envoyait une lettre à tous les directeurs d'écoles privées et à tous les parents d'élèves en leur rappelant les dangers représentés par le programme commun.

Un mois plus tard, au moment des mutations et des nouvelles nominations de professeurs, une lettre confidentielle approuvée par le président de l'Apel circule des chefs d'établissement à la direction diocésaine : « Je crois devoir vous avertir confidentiellement qu'il ne m'est pas possible d'accepter de nouveaux professeurs C.f.d.t. dans mon établissement », peut-on y lire. Suit l'énumération des raisons qui motivent cette décision. « Les difficultés les plus graves qui se sont présentées dans nombre d'établissements ont été provoquées par des professeurs C.f.d.t. ».

« Je sais, poursuit la lettre, que je n'ai pas le droit, légalement, de refuser un nouveau professeur « en raison de son appartenance syndicale ». Mais je sais aussi que j'ai toujours le droit de déclarer : « Renseignements pris, je ne peux pas, en conscience, accepter tel professeur » ; ceci pouvant être d'ailleurs pour tous autres motifs, que la discrétion et le respect de la réputation d'autrui m'interdisent de révéler... Je me vois donc obligé de vous avertir, en accord avec le président Apel soussigné que je ferai, le cas échéant, mon enquête personnelle, et que je refuserai, pour motif de conscience (souligné dans le texte), tout nouveau professeur inscrit à la C.f.d.t. ».

Cette lettre, tous les chefs d'établissements privés, dans l'Ouest notamment, devaient la retourner signée. Un aimable conseil de l'Apel qu'ils avaient intérêt à suivre : plusieurs directeurs ont payé de leur place leur désobéissance.



Affiche placardée sur les murs de Merlebach

22 500 MINEURS EN GREVE

Grève illimitée dans tout le Bassin de Lorraine depuis le 30 octobre, soutenue par les syndicats unanimes (C.g.t., C.f.d.t., F.o. et C.f.t.c.). Pas un des 22 500 mineurs n'est descendu mercredi matin.

Leur colère remonte à la décision de la direction des Houillères de fermer le puits de Faulquemont. Avec la crise de l'énergie, arrêter l'exploitation d'un gisement encore très riche est apparu comme une ineptie.

Mais les technocrates artisans de la récession minière sont toujours en place. Et leur plan suit son cours, comme si de rien n'était. Il va désormais falloir compter avec la colère des mineurs. Non seulement ils demandent le maintien en activité de Faulquemont, mais, de plus, ils veulent obtenir la réouverture du puits de Sainte-Fontaine, fermé depuis quatre ans. Surtout, ils en ont assez de leur salaire dérisoire. Le mineur à l'embauche ne touche pas plus de 1 400 F par mois. Après 26 ans de présence au fond, un père de 3 enfants touche entre 1 700 F et 1 850 F par mois. Simple mineur, la direction ne l'a pas mensualisé : il travaille encore « à la tâche ». Résultat : plus de 30 % des mineurs de Lorraine ont un deuxième emploi au noir. Aussi leur revendication d'une négociation globale au niveau de la profession est-elle bien ancrée.

Dans les Houillères, on ne comprend pas l'entêtement de cette politique de récession minière. Sans doute le gouvernement va-t-il miser sur un pourrissement de la grève. Mais, déjà, des contacts ont été pris entre les différents bassins houillers de France. Tout laisse à penser que le mouvement de Lorraine pourrait s'étendre.

LIBERTE SYNDICALE

De l'art et la manière de se débarrasser d'un syndicat. Ou comment la société Interlangues S.a.r.l. compte ne pas reprendre ses anciens employés, ceux du temps où elle n'était qu'Interlangues S.a.

Le 30 septembre 1974, le tribunal de commerce de Paris prononçait le règlement judiciaire d'Interlangues S.a., entreprise enseignant les langues dans le cadre de la formation permanente, à la demande de l'U.r.s.s.a.f. La société n'avait pas payé de cotisations depuis mai 1973. Mais le tribunal n'a pas prononcé la liquidation des biens parce qu'« une offre de gérance libre a été faite. »

Le syndic nommé par le tribunal, Henri Gourdain, a licencié l'ensemble du personnel (133 personnes dont de nombreux enseignants français et étrangers) par une lettre en date du 18 octobre.

Au mépris des lois, le comité d'entreprise ne peut obtenir aucune information sur les comptes, le passif et la proposition de gérance.

En fait il semble que l'ancien patron d'Interlangues ait souhaité mettre un terme à l'action du syndicat C.f.d.t. et des délégués du comité d'entreprise. En faisant reprendre en gérance libre sa société par un homme de paille, il souhaite, contrairement aux attendus du jugement, ne pas réengager les « trublions » syndiqués qui avaient organisé une grève en mai 1974 pour protester contre le licenciement abusif de leur délégué. Grève qui avait provoqué une répression contre le personnel. La manœuvre devient claire lorsqu'on apprend qu'une dizaine d'Irlandais vient d'être engagée par Interlangues S.a.r.l., dont le syndic prétend ignorer l'existence.

▶ Le livre de Gérard Delfau, Pascal Ory et Michel Berson, « Les chemins de l'unité » (Tema), dont nous avons publié un extrait dans notre numéro du 4 octobre, peut être commandé à « Démocratie et Université », 25 rue du Louvre, Paris 1er (réduction pour commande groupée).

LA RICHESSE DE CUBA

De notre envoyé spécial.

Quelqu'un a dit que l'on survolait la Sierra Maestra. Fidel Castro s'est légèrement penché vers le hublot et, pointant son long cigare vers tel ou tel pic que son épopée a rendu célèbre, parle de la tactique militaire utilisée par la guérilla, des différentes phases du combat contre la dictature. Son vis-à-vis, François Mitterrand, l'écoute avec un intérêt toujours soutenu, parfois amusé par telle ou telle répartie de son interlocuteur. Sa conversation ne cessera pas tout au long du voyage qui nous ramène de Santiago de Cuba à La Havane, où le périple cubain de la délégation du Parti socialiste va prendre fin dans quelques heures, après que le président de la République, Osvaldo Dorticos, nous aura reçus à déjeuner au Palais de la Révolution.

Cinq jours plus tôt, le DC8 des lignes régulières Iberia s'était posé en fin de soirée sur l'aérodrome José-Marti. Au bas de la passerelle, Fidel Castro, vêtu de son éternel uniforme vert olive, attendait François Mitterrand et la délégation du Parti socialiste.

Dès le jeudi matin, les délégations du Parti communiste cubain et du Parti socialiste, conduites chacune par son Premier secrétaire, se réunissaient au Palais de la Révolution. Pendant trois heures et demie, Fidel raconta Cuba, la Révolution, les raisons de craindre et surtout d'espérer qui apparaissaient en Amérique latine. Celui que l'on appelle là-bas « le Commandant en chef » sans rien y mettre de flagornerie ou de vassalité, se montra soucieux de précision, de vérité, réaliste sans tomberdans le pragmatisme et surtout prodigieusement informé des affaires du monde, surtout du monde américain. N'hésitant pas à rappeler longuement l'Histoire cubaine pour mieux expliquer les circonstances ayant conduit de la guérilla à la Révolution, de la Révolution au socialisme, Fidel nous dit notamment : « De tous les pays d'Amérique latine, nous étions les moins préparés au socialisme. Depuis 1898, le capitalisme yankee avait eu le temps de façonner une mentalité, d'autant que nous sommes géographiquement les plus proches des Etats-Unis, Mexique excepté. Alors, on a fait la réforme agraire, on s'est approprié l'industrie sucrière, les raffineries, on a alphabétisé, scolarisé et on a dit : ça c'est du socialisme ! Et l'immense majorité du peuple a approuvé le socialisme qu'il découvrait, parce que les mesures prises répondaient à ses aspirations. Aux Cubains, pendant des décennies, on s'était contenté de promettre. La Révolution, elle, réalisait ».

Ces réalités nous allions les découvrir quelques heures plus tard et tout au long des journées qui suivirent.

Nous fûmes particulièrement frappés par l'effort consacré à l'éducation et par l'originalité des méthodes utilisées. Ainsi sur le plan de l'orientation professionnelle : au début du 1er cycle secondaire, des visites à des centres de production ou de recherche familiarisent les étudiants avec la pratique de la discipline qu'ils ont choisie, des cours facultatifs aidant les élèves à effectuer un choix. Dès le 2e cycle, l'élève est parallèlement moniteur car, en enseignant à son tour, il approfondit ses propres connaissances. Dans l'école que nous avons visitée (établissement mixte de 4 500 enseignés), les élèves entretiennent aussi une grande propriété agricole et des jardins pour l'autoconsommation.

Jamais d'ailleurs l'élève, le citadin en particulier, n'est éloigné du monde rural. C'est le cas notamment dans les 200 E.s.b.e.c. (écoles de base d'enseignement à la campagne) dans lesquelles les élèves venus des villes vivent en pension et consacrent, dès le cours préparatoire, plusieurs heures par jour aux travaux des champs. Qu'on ne s'y trompe pas : il ne s'agit pas de former de futurs ingénieurs

« De toutes ses richesses, la plus importante de Cuba, ce sont ses hommes et ses femmes qui la constituent » (Fidel Castro).





Fidel Castro et François Mitterrand.

L'ALGERIE VINGT ANS APRES

Il y a vingt ans jour pour jour éclatait, dans des circonstances dramatiques, par une série de raids armés en différents points du territoire algérien, ce qui allait plus tard devenir « la guerre d'Algérie ». Quelques mois seulement après la fin de l'aventure indochinoise qui avait occupé — et secoué — la IVe République pendant huit années, une nouvelle tragédie s'amorçait qui allait cette fois la conduire à sa perte.

Du 1er novembre 1954 aux accords d'Evian du 19 mars 1962, en passant par le 13 mai 1958, une génération d'Algériens, de Français d'Algérie et de Français métropolitains allait être profondément marquée, dans la chair et dans l'esprit, par un affrontement sans merci dont l'issue — l'indépendance d'un pays dans lequel, contre toute évidence, on ne voulait voir qu'un ensemble de départements français — était inscrite dans l'Histoire.

Pourtant, bien longtemps avant l'insurrection dont le peuple algérien célèbre cette semaine le vingtième anniversaire, les avertissements n'avaient pas manqué. Je me souviens par exemple de ma première rencontre en Algérie avec Ferhat Abbas. C'était en 1949. Il était alors député « français » et animait un mouvement nationaliste modéré qui se reconnaissait dans un « Manifeste algérien » et s'exprimait dans un journal qui portait un titre prophétique, « la République algérienne ». Ferhat Abbas et ses amis suppliaient le gouvernement français de s'engager rapidement dans la voie d'une décolonisation pacifique qui pouvait, selon eux, conduire à l'autonomie de l'Algérie au sein d'une sorte de Commonwealth français. N'ayant pas été entendus, ils furent bientôt dépassés par ceux dont le choix différent s'appuyait sur la conviction que l'indépendance ne pouvait se gagner que les armes à la main.

Peu nombreux furent en France ceux qui comprirent l'aboutissement inéluctable de ce qui s'était passé le 1er novembre 1954. Les quelques journaux dans lesquels ils s'exprimaient — à contre-courant — furent impitoyablement poursuivis. De la leçon d'Indochine, rien n'avait été retenu. Le même aveuglement fit affirmer que le nombre et les moyens employés — dont on voulait d'ailleurs cacher à l'opinion la véritable nature, s'agissant, par exemple, des tortures et des « corvées de bois » — jouaient en faveur de l'armée française. La même obstination conduisit à proclamer, de trois mois en trois mois, que l'on en était au « dernier quart d'heure ». De crise en crise, ce fut la IVe République elle-même qui s'effondra. Mais la guerre absurde ne s'arrêta pas pour autant. Du printemps de 1958 à celui de 1962, il fallut encore quatre ans au général de Gaulle, revenu au pouvoir par Alger, pour admettre l'inéluctable et accorder enfin l'indépendance aux combattants du F.l.n.

Douze ans ont passé qui ont peu à peu cicatrisé les blessures, apaisé les traumatismes. Même si beaucoup d'entre eux vivent encore avec leurs souvenirs, près d'un million de « pieds noirs » se sont, tant bien que mal, réinsérés dans la communauté française. L'Algérie a depuis longtemps cessé d'être la ligne de partage entre les Français. Sauf pour quelques racistes impénitents, cette page-là est définitivement tournée.

Peut-on dire que l'on en ait vraiment ouvert une autre ? Il semble plutôt que les Français, depuis que l'Algérie est devenue indépendante, se soient détournés d'elle et s'en désintéressent. Sans doute est-il temps qu'ils jettent sur elle un regard neuf.

Née des accords d'Evian, la jeune République algérienne a vécu ses premières années dans d'incessants soubresauts. La plupart des chefs historiques qui avaient conduit sa lutte clandestine sont morts, dans plusieurs cas de mort violente, ou ont quitté la scène politique, volontairement ou non. Mais après avoir en juin 1965 écarté Ahmed Ben Bella du pouvoir, Houari Boumediene s'y est installé durablement et l'Algérie est entrée, sous sa direction, dans une ère de stabilité qui lui a permis d'accomplir une grande marche en avant. Sans doute la nature de son régime apparaît-elle encore confuse et ses institutions imprécises. Mais, possédant sur son sol d'immenses ressources énergétiques, l'Algérie est un des rares pays du Tiers-Monde qui se soit engagé résolument dans la voie de l'industrialisation, un des rares qui soit en train de sortir du sous-développement. Ce n'est pas un hasard si Alger est devenue la capitale du monde non-aligné. C'est plus qu'un symbole si, vingt ans après l'insurrection du 1er novembre 1954, le président en exercice de l'Assemblée générale des Nations unies est le ministre des Affaires étrangères algérien, Abdelaziz Bouteflika.

Cette situation exemplaire doit mériter de notre part plus d'intérêt pour un pays et pour un peuple encore si proches de la France, ne serait-ce que par la langue, la culture, les échanges humains. Le nouveau plan de développement de l'Algérie, qui représente 55 milliards d'investissements, devrait permettre une progression considérable dans les rapports économiques entre les deux nations. C'est bien en tout cas ce que pensent les représentants du patronat français qui viennent de rencontrer à Alger les directeurs de toutes les sociétés nationales algériennes. Ces derniers séjourneront à leur tour dans deux semaines à Paris avec le ministre responsable de l'Economie algérienne, Belaïd Abdesselam, qui s'est acquis dans le monde entier une autorité incontestée.

De cette nouvelle approche, la gauche française ne doit pas être absente. Les socialistes, en particulier, ont de multiples raisons de s'intéresser à l'expérience originale qui est celle de l'Algérie. Le temps a heureusement rendu vaines les polémiques passées. L'avenir commande une autre compréhension. Nous entendons bien, pour notre part, y contribuer.

CLAUDE ESTIER

agronomes ! Mais de familiariser chaque petit Cubain, quel que soit son métier dans le futur, aux travaux manuels, que l'on veut réhabiliter et plus précisément à ceux des champs : on veut éviter qu'il y ait demain à Cuba deux mondes se côtoyant à peine et s'ignorant.

Les progrès réalisés dans le domaine agricole, nous avons pu les constater dans la vallée de Picadura, zone montagneuse, inaccessible hier, réputée aride, où s'est développée avec succès une expérience d'élevage de laitières et de reproducteurs. Ramon Castro, le paysan de la famille, dirige ce plan avec une passion évidente.

La délégation s'est montrée très intéressée également par l'expérience des microbrigades de bâtisseurs. Elles sont formées par des groupes de travailleurs (ouvriers, employés, etc.) désignés par leurs camarades pour participer à un plan de construction de logements. Pendant deux ou trois ans, ils se consacrent, sous la conduite de quelques techniciens ou anciens « brigadistes » devenus particulièrement experts, au métier de maçon à raison de 60 heures par semaine, dimanche matin inclus. A l'usine, au bureau, les « companeros » s'engagent à réaliser les normes malgré leur absence. Les intéressés ne sont pas d'ailleurs forcément bénéficiaires des logements construits, qui sont attribués par l'assemblée générale du syndicat de l'entreprise en fonction de critères sociaux. Le gouvernement espère qu'avant 1977, le logement ne constituera plus un problème de première urgence.

Pouvoir populaire

Ce développement de la conscience collective que symbolise le système des microbrigades est, sans aucun doute, la plus grande préoccupation des autorités révolutionnaires. Ainsi le rationnement est-il maintenu malgré des possibilités nouvelles : il permet une juste répartition des ressources et assure les dirigeants qu'il n'y a

→

changer la vie politique internationale

Portugal
DEUX MILLIONS D'EMIGRES

Le secrétaire d'Etat à l'Emigration, Pedro Cœlho, vient de faire une visite en France. Il a rencontré son homologue Paul Dijoud, avec lequel il s'est entretenu des différents problèmes de l'émigration portugaise en France. Sur deux millions de Portugais installés à l'étranger, 850 000 travaillent en France. Pedro Coelho a eu de longues et nombreuses discussions avec les intéressés eux-mêmes. Il a affirmé son souci d'améliorer leurs conditions de travail et de vie. L'objectif à long terme du gouvernement portugais est d'assurer au Portugal même les conditions économiques et sociales permettant le développement du pays et le retour des émigrés.

Un projet de loi électorale concernant les élections à l'Assemblée Constituante — prévue pour mars 1975 — vient d'être publié à Lisbonne. Il doit être soumis au Conseil d'Etat.

Les points marquants du projet sont : élections à la proportionnelle, publicité et limitation des budgets des partis, interdiction des sondages, vote à dix-huit ans. Il faudra, pour voter, faire la preuve de six mois de résidence dans sa circonscription. Le vote sera considéré comme un devoir civique.

Comores
PROMESSES D'INDEPENDANCE...

L'Assemblée nationale française vient d'adopter un projet de loi sur l'organisation d'un référendum aux Comores, qui a actuellement le statut de territoire d'outre-mer. Des relations préférentielles seront maintenues avec la France. Traduction : l'armée française va créer une base militaire à Dzaoudzi, sur l'île de Mayotte. Un sérieux problème est posé par cette île, où le mouvement mahonnais est partisan du maintien dans l'ensemble français. L'Assemblée s'est quand même prononcée pour un décompte global des voix, et non pas île par île, lors du référendum. La partition serait extrêmement dangereuse pour le futur de l'archipel.

Ce soudain intérêt pour l'archipel peut surprendre. Il n'est guère question de la situation économique, qui est pourtant dramatique. Mais tout s'éclaire quand on sait que des négociations auraient eu lieu entre le premier et le deuxième tour des élections présidentielles. Giscard d'Estaing y avait obtenu 74% des voix. Il semble que ce soit contre des promesses d'indépendance.

Kinshasa
BOXING ALI

Mohamed Ali a — enfin — rencontré Georges Foreman. Tout le monde s'accorde pour dénoncer l'opération politique (celle de Mobutu) et l'opération financière (celle des organisateurs). Profitons de l'occasion pour rappeler et souligner le courage de cet homme irritant qu'est Mohamed Ali. Courage politique et courage physique.

Les champions qui « reviennent » après un long arrêt sont rares dans le domaine du sport de haute compétition, surtout celui de la boxe. Foreman est impressionnant de jeunesse et de puissance. Son palmarès avait de quoi impressionner.



Mais Ali avait décidé quand même de tenter sa chance. Courage physique donc, car il n'est jamais agréable de se faire marteler la figure, surtout par un adversaire qu'on ne cesse d'injurier. Mais les perspectives de gains y étaient sans doute pour quelque chose. Un pactole vaut bien une raclée.

Il en va tout autrement du courage politique de l'ex-Cassius Clay. Dans ce monde du boxing-business, qui pense d'autant « mieux » politiquement qu'il ne cesse de truander, il a eu l'audace de défier d'un même coup les tabous, l'autorité, l'ordre apparent de la société nord-américaine. Converti à l'islamisme, Clay a préféré un nom musulman à celui que lui avaient donné les propriétaires de ses ancêtres esclaves. Surtout, au moment de la guerre du Vietnam, seul de son genre à ce niveau de notoriété publique et d'implication dans le modèle social, il a refusé de participer au massacre et l'a payé de son titre de champion du monde.

Espagne
REPRESSION SUR LE P.S.O.E.

Le nouveau Premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier espagnol, Me Felipe Gonzalez Marquez, a comparu lundi dernier devant le tribunal de l'ordre public de Madrid. Le procureur a déjà demandé huit années de prison contre lui. Cinq autres militants socialistes se sont retrouvés avec lui sur le banc des accusés. Ils avaient été arrêtés au cours d'une réunion le 31 janvier 1971.

D'autre part, Mme Sastre a pu, samedi 26 octobre, rencontrer enfin ses avocats après 28 jours où elle a été maintenue au secret. Elle est accusée par la police, sans le moindre début de preuve, d'avoir participé à l'attentat contre le siège de la Sécurité générale, dans la Calle Correo. Elle est restée neuf jours dans un petit cachot sans manger ni dormir. Durant les premières heures de son arrestation, les policiers l'obligèrent à rester debout, les bras levés. Chaque fois qu'elle les baissait, les policiers la frappaient sur les seins et le sexe. La torture reste, en Espagne, une manière de gouvernement.

Allemagne fédérale
LA DROITE GRIGNOTE

Franz-Joseph Strauss, « cet éléphant dans la porcelaine de l'ordre démocratique », n'y est pas allé de main morte. Le leader de l'Union chrétienne sociale (C.s.u.) (version bavaroise des chrétiens-démocrates de la C.d.u.) a mené tambour battant la campagne en Bavière comme en Hesse. Il voit du rouge partout et le dénonce sans arrêt à coup de ces gros mensonges qui nous font rire, mais qui gagnent des voix. Résultat : les démocrates-chrétiens avancent. Ils mordent sur la gauche, mais profitent aussi « naturellement » de l'affaiblissement du N.p.d., le parti néo-nazi.

En Hesse, traditionnellement à gauche, le S.p.d., même avec son allié libéral, ne conserve la majorité que de justesse (S.p.d. : 43,1%, F.d.p. : 7,9%). En Bavière, land le plus autonomiste d'Allemagne fédérale et fief de Strauss, le C.s.u. consolide sa position (61,2%).

La seule curiosité de ces élections nous vient des commentaires répétés des radios et de la télévision françaises. Dès dimanche soir, nous avons pu entendre parler des performances économiques de l'Allemagne du chancelier Schmidt par opposition aux médiocres résultats électoraux du parti de Willy Brandt. Comme s'ils n'étaient pas tous les deux allemands et sociaux. démocrates.

La richesse de Cuba

pas d'« oubliés » du développement économique. Les statistiques démontrent d'ailleurs que Cuba caracole en tête des pays latino-américains pour la consommation « per capita » de viande, d'œufs, de lait et de fruits. Rationnement n'est pas pénurie. Ce n'est pas non plus égalitarisme absolu : on peut acheter le surplus au marché libre (« por la libre », dit-on ici), mais à des prix plus élevés. De toute manière, le luxe n'est pas possible ; les dirigeants donnent d'ailleurs l'exemple de cette volontaire austérité. On veut créer l'homme socialiste et il semble que des progrès notables aient été réalisés en profondeur en ce sens. L'annulation de la résolution 270, qui donnait priorité aux stimulants matériels dans l'économie, est une preuve éclatante de la volonté de la Révolution de s'orienter décidément vers les stimulants moraux.

L'expérience de pouvoir populaire réalisée dans la province de Matanzas l'été dernier constitue d'ailleurs une preuve de la consolidation de la Révolution cubaine. Cette province, proche de La Havane, compte 500 000 habitants. Les majeurs de 16 ans ont voté les 23 et (éventuellement) 30 juillet pour la désignation de 1 079 délégués chargés du pouvoir local, régional et provincial. Comme il y avait 4 700 candidats et qu'il fallait obtenir la majorité des suffrages pour être élu au premier tour, un second a été le plus souvent nécessaire. Blas Roca, responsable au plan national de la commission « pouvoir populaire », nous a expliqué qu'il ne s'agissait d'une expérience que sur le plan de l'application pratique (comment transmettre les pouvoirs, définition des critères pour qu'un établissement soit classé local, régional, provincial ou national etc.). Mais, fondamentalement, la voie du pouvoir populaire est choisie pour le pays tout entier. Le Congrès, qui se réunira en décembre 1975, définira les règles constitutionnelles devant aboutir à l'élection d'une Assemblée nationale sur ce principe. Blas Roca précisait en outre que 55% des délégués n'étaient pas membres du Parti.

Nous pourrions nous étendre beaucoup plus longuement sur ce que nous avons vu, entendu, ressenti. Des hommes de la Révolution cubaine, Fidel, Raoul, Carlos R. Rodriguez, Almeida, Hart, Faure Chomon,bien d'autres, nous connaissons mieux la détermination, le courage, l'abnégation. Nous comprenons mieux surtout la phrase que le grand guerillero de la Sierra Maestra aime à répéter : « De toutes ses richesses, la plus importante de Cuba, ce sont ses hommes et ses femmes qui la constituent ». Ainsi, à Fidel qui parlait de sa conception du socialisme, François Mitterrand pouvait lancer : « Mais c'est une éthique ! »

Le Commandant en chef ne le nia pas.

ANTOINE BLANCA

Multinationales

LE PILLAGE DE LA GUYANA

Un conflit grave et à beaucoup d'égards exemplaire oppose en ce moment un petit pays d'Amérique du Sud, la Guyana, et un des géants mondiaux de l'aluminium, la société multinationale Reynolds. La Guyana, c'est l'ancienne Guyane britannique devenue indépendante en 1966 et dont les 215 000 km2 sont serrés entre le Vénézuéla, le Brésil et le Surinam. Malgré sa faible population (750 000 habitants) ce jeune Etat joue un rôle croissant dans les affaires des Caraïbes et du Tiers-Monde. C'est sa capitale, Georgetown, qui a été choisie en 1968 comme siège de l'organisation de libre échange des Caraïbes (Carifta), puis en 1973 du Marché commun qui lui a succédé (Caricom).

La principale richesse de la Guyana, comme du Surinam voisin, c'est la bauxite, dont elle est le quatrième producteur mondial. L'exploitation de ce minerai date de 1917 et resta longtemps le monopole de la Demerara Bauxite Company (Demba), filiale du trust américano-canadien Alcan. En 1954, le groupe américain Reynolds prit également pied en Guyana et commença à extraire du minerai. Sur le plan politique, la Guyana avait été le théâtre de luttes — frôlant, en 1963-1964, la guerre civile — entre le P.n.c. (parti à dominante africaine) de Forbes Burnham et le P.p.c. (parti à dominante indienne) de Cheddi Jagan. Le soutien britannique et américain avait permis au P.n.c. de l'emporter et avait semblé hypothéquer la politique du jeune Etat. Pourtant, en 1970, le gouvernement Burnham, décevant les espoirs de Washington, s'assura le contrôle total de la Demba, rebaptisée Guybau. Le gouvernement n'avait pas, à l'origine, désiré la nationalisation, mais simplement une participation majoritaire. La tentative de sabotage de la négociation, puis de l'infrastructure technique de l'entreprise, par la maison-mère Alcan et une erreur d'appréciation considérable sur la volonté politique du gouvernement guyanais, eurent pour résultat de forcer ce dernier à aller jusqu'au bout. Guybau est ainsi devenue l'entreprise pilote de la Guyana, avec son seul personnel national et l'aide de quelques ingénieurs étrangers.

Il faut croire que certaines sociétés multinationales ne peuvent rien apprendre ni rien oublier, puisque la Reynolds, qui aurait dû être prévenue par l'exemple de la Demba, est en train de s'engager dans le même processus. Le gouvernement avait, depuis plus de deux ans, fait connaître son objectif : une prise de participation de 51 %, la Reynolds n'a pas apprécié.

C'est que l'exploitation de la Guyana est une bonne affaire : de 1954 à 1962, la Reynolds y a réussi le tour de force de ne pas payer d'impôts, puisqu'elle travaille à perte... C'est du moins ce que font apparaître ses livres de comptes en Guyana.

En 1965, la Reynolds signe avec le gouvernement de Georgetown un accord où elle s'engage à augmenter considérablement ses activités et où elle accepte que la ponction fiscale de l'Etat guyanais soit calculée sur la base de la teneur en aluminium de la bauxite brute exportée. Il faut croire que les comptables sont capables de prodiges, puisque la Guyana, qui en 1970 percevait 93 cents sur chaque tonne de bauxite extraite par la Reynolds, n'en perçoit plus que 68 en 1973. En contrepartie, les bénéfices de la Reynolds américaine ont augmenté de 475 %, si l'on compare le premier semestre de 1973 et le premier semestre de 1974 !

C'est pour mettre un terme à cette situation que, en août dernier, le gouvernement de Georgetown a décidé de négocier avec la Reynolds un nouveau système fiscal, indexant les droits à payer à l'Etat guyanais sur le cours mondial du lingot d'aluminium. Plus de trucages possibles, car la quantité de minerai extrait, tout comme le cours mondial, sont des chiffres publics... Après avoir feint de s'y résoudre, la Reynolds refusa d'admettre le chiffre de 7 millions de dollars calculé sur une base de 615 000 tonnes pour l'année 1974 et proposa à la place 4 millions, en exigeant de surcroît une garantie, pour une durée de cinq ans, de non-prise de participation guyanaise et de non-nationalisation. Le conflit s'est envenimé au début d'octobre : devant le refus du trust, de payer le gouvernement guyanais a interdit l'exportation des deux variétés de bauxite non couvertes par la nouvelle structure fiscale envisagée : la bauxite calcinée et la bauxite séchée réfractaire. La Reynolds, jouant la carte du pourrissement, a rapidement fait quitter la Guyana à tous ses cadres étrangers — le dernier ayant ses instructions de départ le 3 octobre. Elle menace maintenant de licencier le personnel guyanais. Au point où en sont maintenant arrivées les choses, il est clair que la Reynolds cherche avant tout à apparaître comme victime d'une spoliation, afin de bénéficier des garanties de l'Opic (Overseas Private Investment Corporation), sorte d'assurance du gouvernement américain contre les risques de nationalisation des firmes privées par les Etats du Tiers-Monde — c'est une tactique semblable qu'avait utilisée I.t.t. au Chili. Ensuite il suffit de faire intervenir la C.i.a. Henry Kissinger a été suffisamment clair ces derniers temps sur ses méthodes de « déstabilisation » d'un gouvernement « inamical ». Non pas qu'un mini-Chili soit envisageable en Guyana : l'armée locale est réduite et bien tenue en main. Mais, par la coupure des lignes de crédit ou les pressions exercées sur les organismes internationaux de financement, les Etats-Unis sont parfaitement capables de faire la démonstration que la nationalisation réussie de la filiale d'un de leurs trusts ne paie pas.

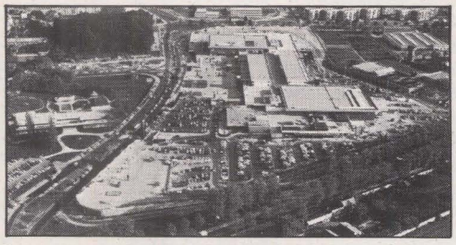
BERNARD CASSEN

La meilleure image du commerce régional

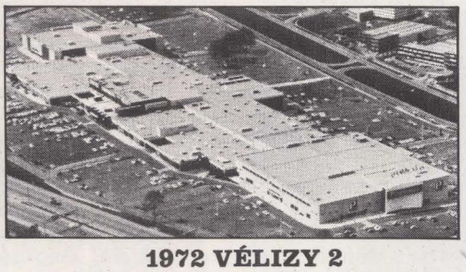
CHRISTIAN CHASSIN

La Société des Centres Commerciaux

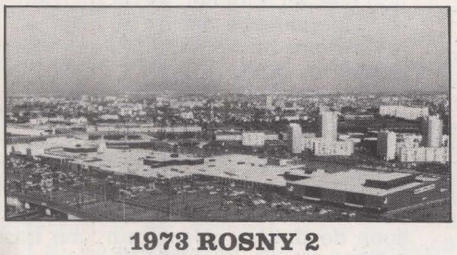
a déjà construit ou réalise actuellement 8 centres commerciaux :



1969 PARLY 2
Surface commerciale GLA : 55.000 m2
107 magasins - Le Printemps et le B.H.V. - Prisunic et Suma



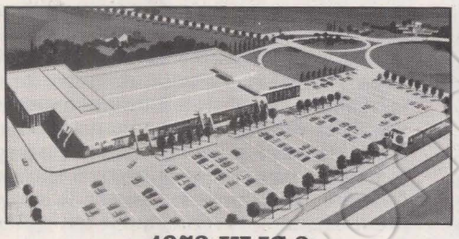
1972 VÉLIZY 2
Surface commerciale GLA : 75.000 m2
145 magasins - Le Printemps et La Samaritaine Prisunic, Suma et C & A



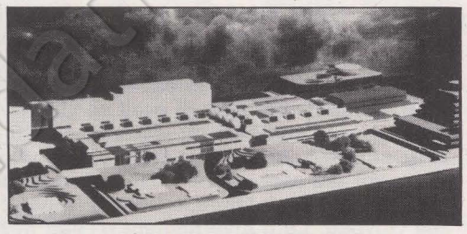
1973 ROSNY 2
Surface commerciale GLA : 83.000 m2
166 magasins - La Samaritaine et B.H.V. - La Redoute, C & A, Casino et Prisunic



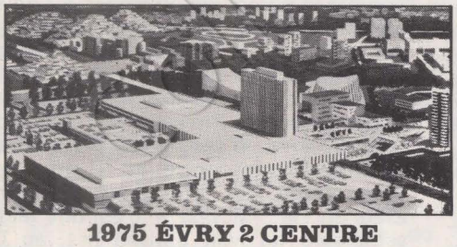
1973 GRIGNY 2
Surface commerciale GLA : 12.000 m2
26 magasins - Hypermarché Goulet Turpin



1973 ULIS 2
Surface commerciale GLA : 42.235 m2
65 magasins - Carrefour



1974 BOBIGNY 2 :
Surface commerciale GLA : 25.600 m2
56 magasins - Hypermarché Mammouth

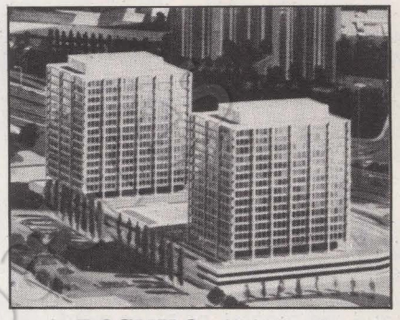


1975 ÉVRY 2 CENTRE
Surface commerciale GLA : 71.000 m2
140 magasins - Nouvelles Galeries, Euromarché et Primevère

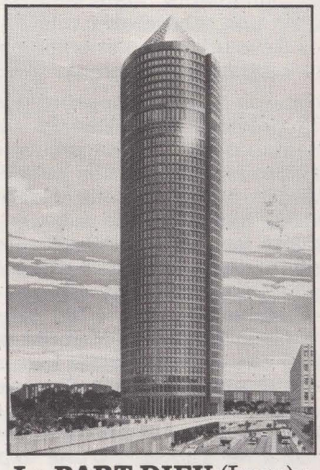


1975 La PART-DIEU à Lyon
Surface commerciale GLA : 110.000 m2
250 magasins - Galeries Lafayette et le Grand Passage - Uniprix, C & A et Marks & Spencer

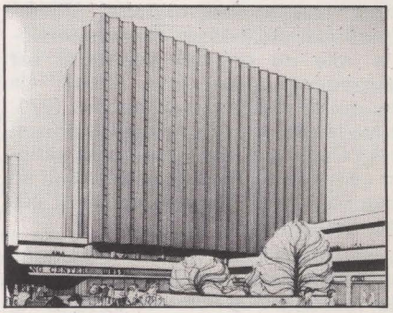
En pleine expansion elle diversifie ses activités en construisant également des bureaux, hôtels et dépôts :



ROSNY 2 : 25.000 m2
Livraison printemps 1975



La PART-DIEU (Lyon) **:**
40.500 m2 et le 25e hôtel Frantel
Livraison fin 1975



ÉVRY 2 CENTRE : 12.000 m2
Livraison printemps 1975

Également construction de 10.000 m2 de bureaux et d'un hôtel à Rouen Saint-Sever livrables début 1976

Également en cours d'étude :
BOISSY 2 : Surface commerciale GLA : 27.700 m2
et **ROUEN SAINT-SEVER :** Surface commerciale GLA : 44.000 m2

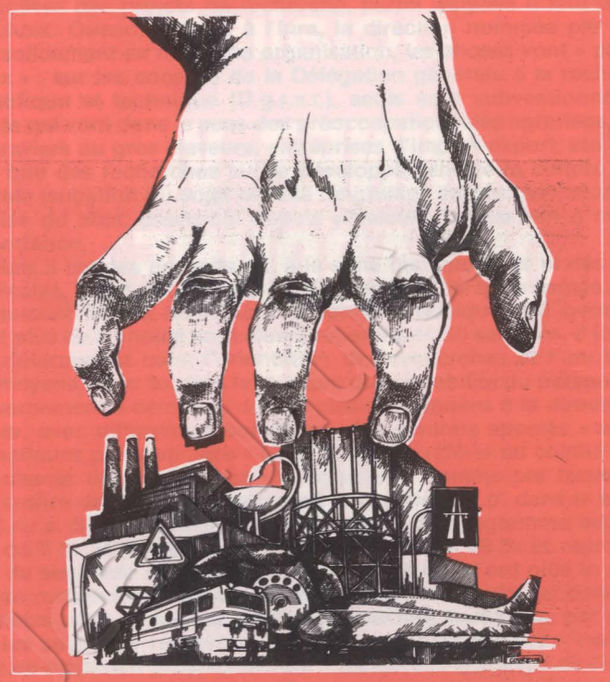
Ces dix centres totalisent 545.535 m2

Renseignements pour la location des magasins et des bureaux :

SCC

Société des Centres Commerciaux
22, place Vendôme 75001 Paris Tél. 260.32.56

DICTIONNAIRE D'UN RACKET



A comme armement

Lorsqu'en avril 1971, Pierre Messmer, alors ministre des Armées, présenta au Parlement les textes législatifs qui allaient permettre la création de la Délégation ministérielle à l'armement (D.m.a.), il expliqua : « Une politique rationnelle des fabrications d'armement — et notamment la fabrication des armes les plus modernes — exige une concentration de l'autorité et des moyens qui favorise un meilleur emploi des hommes, un rendement plus élevé de l'infrastructure industrielle, une utilisation plus efficace des crédits. »

Depuis, 13 ans ont passé. Aujourd'hui, la Délégation ministérielle à l'armement gère un peu moins de la moitié du budget total du ministère de la Défense nationale, soit 47,4 %. Elle a la haute main sur ces ventes de canons à l'étranger qui doivent permettre l'amélioration du déficit de la balance des paiements de la France. Plus de 25 milliards de déficit pour 1974 et un chiffre d'affaires prévisionnel à l'exportation d'armements de 12 milliards de francs. Et il n'est aujourd'hui plus rare de voir 70 % des dépenses des industriels privés de l'armement avancées par la D.m.a. C'est-à-dire les contribuables. Facile alors de comprendre pourquoi le capital social de la firme Avions Marcel-Dassault est passé, entre 1965 et 1971, de 35 millions à plus de 265 millions. C'est-à-dire de un à huit en six ans. Et uniquement par l'autofinancement.

Tout était inscrit dans les textes et les faits. Il suffisait dès 1961 de lire la loi avec un tant soit peu d'attention. La D.m.a. a quatre missions. Apparemment bien définies : « participer à la définition des besoins d'armement des trois armées, fournir les systèmes d'armes et les matériels nécessaires à ces armées, préparer l'avenir par une politique d'adaptation des moyens de production et de recherche aux besoins de la Défense nationale et agir comme un véritable industriel dans les secteurs où elle dispose en propre de moyens d'étude et de fabrication. »

Derrière ce jargon administratif se cache une structure administrative encore plus complexe. Pour simplifier disons que la D.m.a. a regroupé en quatre unités l'ensemble des usines qui appartenaient à l'Etat. Qu'elle a pour but de traiter avec les industriels privés les marchés d'armement dont l'armée a besoin. Et d'assurer les exportations des productions françaises.

En chiffres, cela devient beaucoup plus explicite. Selon un numéro spécial de « Forces armées françaises », sur 247 000 personnes travaillant pour l'armement, 57 000 le font dans l'industrie nationale et 190 000 dans le privé. Et, dans le livre blanc de la Défense publié en juin 1972 par Michel Debré, on découvre les chiffres suivants : sur les 15 milliards de commandes passées par l'Armée française, 12 % reviennent aux établissements d'Etat, 13 % au secteur para-public, et 75 % au privé. Autrement dit, les trois quarts des commandes des armées françaises vont aux capitalistes français.

Et, quand il s'agit encore de confier quelques travaux et productions au secteur public, seuls les matériels les plus anciens et les moins évolués sont de sa compétence. L'électronique, des engins classiques comme les chars et les canons, sont par exemple sous-traités à des firmes privées. C'est Marcel Dassault, là encore qui détient le record en la matière. Il confie à une entreprise nationale, la Snias, des productions en sous-traitance et parvient à les acquitter moins cher que leur prix de revient !

Quand il s'agit d'exporter, le privé est, là encore, favorisé. La Délégation ministérielle à l'armement et une de ses directions, celle des affaires internationales (D.a.i.), traitent directement avec les acheteurs étrangers et passent les marchés. Ainsi, l'intégration privé-public est-elle parfaitement réalisée. Ainsi, on peut voir les attachés militaires des ambassades françaises se transformer en commis voyageurs de Marcel Dassault ou de la Thomson-C.s.f.

Les crédits publics de prospection à l'étranger sont passés, en 1970, de 7 millions à 9 300 000 F en 1972. Tous frais de représentation dont profite le privé et que paie le contribuable. La sollicitude de l'Etat pour les industriels de l'armement va même jusqu'à les exonérer totalement des redevances et de la T.v.a. afin de leur permettre d'obtenir, grâce à de meilleurs prix, des contrats à l'exportation.

Le scandale pourrait s'arrêter là. Il n'en est malheureusement rien. Car la direction des affaires internationales de la D.m.a. ne se contente pas de favoriser systématiquement le privé et de lui fournir gratuitement les moyens d'exporter. Elle mélange les tâches pour mieux camoufler les réalités. Ainsi, le directeur de la D.a.i. occupe-t-il aussi le poste de secrétaire général de la commission chargée d'attribuer les autorisations d'exporter.

La France vend déjà des armes à n'importe qui. Aux régimes libéraux comme aux fascistes. Elle en a fait l'axe de presque toute sa politique d'exportation. On aurait pu espérer que les bénéfices de ces activités iraient dans les caisses de l'Etat. Ce n'est même pas le cas.

B comme banques

Réalité et symbole, la banque est partout présente. Agissant pour son compte ou manipulée, détentrice des redoutables pouvoirs de distribuer le crédit et d'orienter la vie économique, son activité génératrice de monnaie et d'emplois concerne toute la collectivité. On ne peut donc admettre qu'elle usurpe le privilège régalien au service des intérêts privés : sa nationalisation est une évidente nécessité.

Subissant les effets d'une fuite des capitaux organisée, d'une grève de l'investissement et d'un tarissement de l'épargne, le cartel de 1924 et le Front populaire de 1936 ont éprouvé son immense puissance au service du grand capital. En 1945, le principe de nationalisation était donc acquis. De Gaulle, cependant, s'opposa à ce que celle-ci soit totale et s'étende en particulier aux banques d'affaires : son frère n'était-il pas Directeur de l'une d'elles ? On n'a donc nationalisé alors que les grandes banques de dépôts : B.n.p., Crédit lyonnais et Société générale.

Trente ans plus tard, le système bancaire français, complexe et pâteux, paraît très éloigné du service optimal de la collectivité nationale.

Théoriquement et juridiquement soustraites à l'emprise du capital privé, les banques nationalisées — on dit maintenant les « nationales » — ne sont pas mieux orientées que les autres dans le sens de l'intérêt général. Il est vrai qu'elles sont un peu plus assujetties aux « conseils » du ministre des Finances qui en nomme ou en démet les présidents et les directeurs généraux. Depuis peu d'ailleurs, le président de la République s'est réservé ce rôle, inaugurant ainsi un intéressant « spoil system », mi-tribal, mi-familial — voir la B.f.c.e., apanagée à un cousin Giscard — à l'encontre duquel les prébendiers voraces ou repus de la rue de Rivoli avaient réussi jusqu'ici à inhiber la gauche.

Mais, en dehors de parachutages plus ou moins heureux ou de passe-droits d'encadrement, ces interventions ministérielles pouvaient difficilement conduire à des politiques cohérentes faute d'objectifs prioritaires. Or, ceux-ci supposent une planification qui n'existe plus, n'en déplaise au pauvre monsieur Gruson.

Par conséquent, pas de politique sélective du crédit... qui, lors →

si vous voulez vraiment aider le Parti socialiste

ABONNEZ-VOUS OU ABONNEZ L'UN DE VOS AMIS A

l'unité

EN UTILISANT
JUSQU'AU 1er DECEMBRE
LA FORMULE SPECIALE
20 SEMAINES
50 FRANCS

BULLETIN D'ABONNEMENT SPECIAL
à retourner à l'Unité, 41 boulevard Magenta
Paris 10ème

Je soussigné .....

Demeurant .....

désire souscrire un abonnement spécial de 20 semaines pour 50 francs que je vous adresse

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'UNITE 3034980 La Source ☐

Le bulletin d'abonnement normal d'un an est en page 23.

→

même qu'elle existerait, conduirait à la ruine des banques nationales si, l'ensemble du secteur n'étant pas nationalisé, les banques privées étaient laissées libres de se réserver les « bonnes affaires » — au sens financier ou spéculatif — laissant aux premières le soin de livrer la bataille de la politique industrielle et de soigner les éclopés de la croissance.

Le système du crédit étant nationalisé en totalité et orienté par le Plan, on s'apercevra que bien des services peuvent être rendus, à moindre effort et moindres frais, par une structure bancaire moins anarchique et foisonnante que celle dont nous sommes dotés.

S'il est vrai que, pour éviter la bureaucratisation, maintenir une saine émulation et des possibilités de recours à divers niveaux, notamment au niveau régional, il faudra veiller à ce que chaque entreprise puisse disposer de plus d'un banquier, il n'est pas moins évident que le drainage de l'épargne pourra être rationalisé, les activités de distribution du crédit regroupées et des économies d'échelle réalisées.

Pour l'instant, le système continue à faire la part belle au secteur privé et fait tout, également, pour restreindre ou détourner celle du secteur national. Deux méthodes jouent simultanément : d'une part, limiter la part des nationalisées et les combattre sur leur propre terrain ; d'autre part, utiliser leurs moyens au service des grands groupes privés.

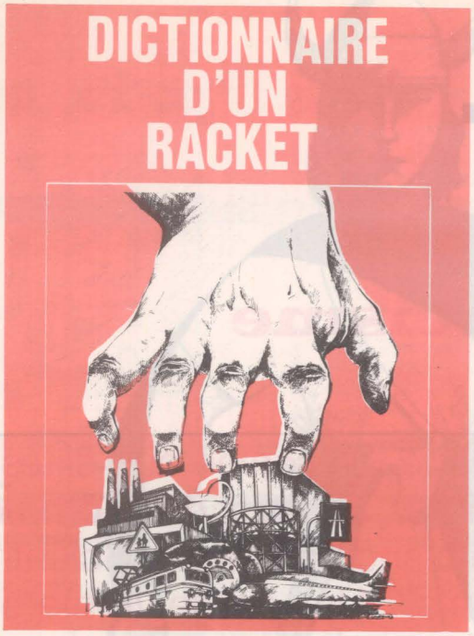
La première méthode a conduit à la loi Debré de 1967. Jusque là, les ouvertures de nouveaux guichets étaient pratiquement très difficiles ; ce système était peu satisfaisant car il ne permettait pas au réseau bancaire de s'adapter à l'évolution générale (urbanisation, villes nouvelles, extension des banlieues etc.) ; cependant, en gelant la situation, il donnait aux nationalisées qui, seules, possédaient des réseaux nationaux des moyens de conserver une place privilégiée dans la collecte des ressources que les banques privées, elles, devaient emprunter sur le marché monétaire. La loi Debré n'a pas cherché à aménager cette situation en favorisant le développement prioritaire du réseau national : au nom d'un libéralisme qu'on aimerait souvent voir se manifester ailleurs, elle a rendu libre la création de guichets et aboli en fait la distinction entre banques de dépôts et banques d'affaires. Résultat : une concurrence anarchique, et socialement coûteuse, la floraison de guichets souvent inutiles (le concurrent est à 50 mètres) à l'instar de la multiplication des stations-service. Et surtout, la possibilité pour les banques ou groupes privés de créer ou d'étendre leurs propres implantations et de prendre le contrôle de réseaux existants, s'assurant des ressources monétaires importantes et les moyens de spéculer avec les dépôts du public, ce qu'avait voulu éviter la loi de 1945 sur la nationalisation.

Autre exemple de la même méthode : on sait que lorsque les banques reçoivent des dépôts, elles les utilisent pour consentir des crédits ; mais pas en totalité : une fraction de ces dépôts doit être versée à la Banque de France ; ce sont les réserves obligatoires. Pendant un temps, les banques ont dû également constituer des réserves sur les crédits qu'elles consentaient. Aujourd'hui, nous sommes revenus au système des réserves sur les seuls dépôts. Et qui sont les plus importantes banques de dépôts ? Les nationalisées, pardi !

La seconde technique, plus insidieuse, permet à des intérêts privés d'utiliser à leur profit les réseaux publics : une illustration frappante en est donnée par les sociétés de construction d'autoroute (Cofiroute, Apel, Acopa et autres Arex). Leur capital est fourni, à des conditions de rentabilité incertaines et médiocres, par les banques publiques et privées ; mais chacun sait où se trouve le profit réel et sûr : dans la construction, dans les travaux. Et, ô miracle !, ce sont des sociétés contrôlées par les banques privées qui les exécutent ; elles s'y retrouvent, largement, aux dépens de la collectivité. Des mécanismes analogues jouent pour les sociétés d'équipement téléphonique : Finextel, Créditel, Agritel, Codetel...

De même, bien souvent, les conditions des énormes crédits faits à de grands groupes industriels sont telles que l'on peut à juste titre se demander, non pas ce que les banques nationales, seules capables de réunir des capitaux massifs, y gagnent, mais ce qu'elles y perdent. Et ceci surtout dans une période d'encadrement où les banques nationales, soumises à des contraintes officielles et officieuses souvent contradictoires, ont dû accepter des pénalités, c'est-à-dire le transfert de leurs bénéfices à la Banque de France pour soutenir les filiales industrielles de groupes bancaires qui reportaient sur elles une partie de leurs financements, réservant leurs propres ressources aux emplois les plus lucratifs ou les moins encadrés.

Dans le même ordre d'idées, il faut citer l'utilisation des capitaux des banques nationales — ou pis encore, les capitaux que la Banque de France met sur le marché monétaire — par les groupes privés qui ont écumé pendant vingt ans le marché du crédit à la consommation, consenti au public à des taux qui ont parfois dépassé 20 % l'an... Et lorsque, pour améliorer leur rentabilité, les banques nationales ont consenti directement ces crédits à des taux



plus bas, les marchands d'argent privés n'ont pas hésité à se plaindre et à intervenir pour maintenir leurs bénéfices scandaleux, au détriment à la fois du public et du secteur national. Il est vrai qu'ils ont des amis dans les « bureaux » et qu'ils savent les intéresser à leur sort...

Comment les grandes banques nationalisées peuvent-elles accepter de jouer ce jeu ? Il n'est même pas toujours besoin de le leur imposer : une collusion de fait existe entre les représentants des grands groupes privés et les super dirigeants de nos banques qui, nommés par le Pouvoir en place dans les mêmes mafias administratives, ont du fonctionnement de notre économie une image très semblable à celle que s'en fait le haut personnel politique. On l'a d'ailleurs bien vu lors des grandes grèves bancaires du printemps : sur les instructions, orales bien sûr, de Giscard d'Estaing — alors Ministre des Finances — les nationales ont dû adopter vis-à-vis de leur personnel, une ligne plus dure que les banques privées. S'il est vrai que nul dirigeant n'y a été coincé dans son bureau comme dans telle banque privée — demandez à Monsieur Fourcade — , la grève y a été plus longue, plus coûteuse pour tous et surtout, plus dommageable commercialement. On a alors fait coup double : d'une part, en incitant la clientèle à s'orienter vers les banques privées ; d'autre part, en réduisant les profits des nationalisées dont on pourra — coup triple — dénoncer la rentabilité réduite. Et tout ça, par hasard ?

Autre fait, tout aussi significatif : la multiplication des filiales d'affaires des banques nationalisées, souvent en collaboration avec des capitaux privés. Mal contrôlables et difficilement contrôlées, elles risquent fort, soit de voir leurs bénéfices réels se constituer en aval, au profit, précisément, des intérêts privés qui leur sont associés, soit d'être purement et simplement cédées à ceux-ci.

Dernière constatation : les prises de participation de groupes étrangers, autorisés par le Pouvoir, se font de plus en plus nombreuses dans les banques privées françaises : ceci est sans doute inhérent à la vie des grandes affaires ; mais c'est aussi, croit-on, prendre une assurance contre la nationalisation qui en deviendrait plus difficile. Qu'on ne se fasse pas d'illusions, la gauche au pouvoir ne se laissera pas intimider ; elle nationalisera et procèdera à une juste indemnisation, basée soit sur le cours de Bourse, soit, s'il est plus faible, sur le juste prix réellement transféré à l'origine. Avis...

R comme recherche

Dans la recherche scientifique française, la part des organismes de l'Etat est extrêmement importante. Recherches militaire et aéronautique mises à part, l'enveloppe recherche de l'Etat a été, pour cette année, de l'ordre de 7,2 milliards de francs, soit 1,5 % du produit national brut. Encore ne s'agit-il là que des crédits (tout compris : hommes et moyens) destinés aux organismes d'Etat : Centre national de la recherche scientifique (C.n.r.s.), Commissariat à l'énergie atomique (C.e.a.), Centre national d'études spatiales (Cnes), Institut national de la recherche agronomique (Inra), Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), pour ne citer que les plus gros consommateurs de crédits. Il faudrait ajouter les centres universitaires qui passent des contrats de recherche avec l'armée (D.r.m.e.) ou avec les entreprises les plus diverses, et dont le personnel et les équipements sont largement payés par l'Etat.

Dire que les travaux de recherche menés avec des fonds publics servent directement aux capitaux privés ne serait peut-être pas fondamentalement faux, mais sans aucun doute simpliste. Les voies et moyens du « racket » sont infiniment plus nuancés.

Cela commence dès le stade de la définition des projets et de la répartition des crédits. En règle générale, les différents laboratoires — aux statuts multiples et variés — font parvenir à leurs directions respectives des projets de recherche, parmi lesquels il faut opérer des choix. Quand, comme à l'Inra, la direction nommée par l'Etat tient solidement en main son organisation, les choses vont « pour le mieux » : sur les conseils de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.g.r.s.t.), seuls sont subventionnés les projets qui vont dans le sens des préoccupations des agrariens, gros betteraviers ou gros éleveurs, entreprises d'import-export, etc. C'est ainsi que des recherches sur le développement de la culture de la faverole (substitut du soja) ont été longtemps empêchées, alors que la crise du soja, prévisible depuis plusieurs années, en a montré l'importance.

Mais il est des endroits où, à la suite des traditions et des luttes syndicales, l'Etat est loin de faire la pluie et le beau temps. C'est notamment le cas du C.n.r.s. Employant quelque 950 personnes (dont plus de la moitié sont élues) réparties en 36 sections, il joue un rôle déterminant dans l'orientation des recherches et l'attribution des moyens. Pour tourner le manque de maniabilité du personnel, le gouvernement a demandé depuis plusieurs années à la direction de passer, avec différents laboratoires, des contrats appelés « actions thématiques programmées » (A.t.p.) sans en référer au comité national, chargé des recherches « ordinaires ». Comme par hasard, on voit croître de façon spectaculaire la part des A.t.p. dans le budget du C.n.r.s. Si, pour 1975, les autorisations de programme augmentent de 7 %, le budget des A.t.p. augmente de 23 % et représente plus du septième des autorisations. Or, ces A.t.p. ont plus le caractère de recherches à vocation immédiatement utilitaire (et donc intéressantes pour le secteur privé). En sciences humaines, par exemple, les sujets de recherche des A.t.p. sont révélateurs : « dérogations en matière d'urbanisme » ou « facteurs et typologie de l'absentéisme pour raison de santé ». Pendant ce temps, la recherche fondamentale attend.

Il y a cependant des façons plus directes pour les crédits de recherche publics de bénéficier aux intérêts privés. En premier lieu, il y a la sous-traitance : la recherche conçue dans tel ou tel organisme ou ministère est confiée à une entreprise privée qui agit comme prestataire de services. C'est ainsi que, voici peu, feu la Délégation à l'informatique avait envisagé de signer un contrat de 20 millions avec la C.i.i. (Compagnie internationale pour l'informatique) où les capitaux privés prédominent. L'Institut de recherche pour l'informatique et l'automatique (I.r.i.a.), organisme public, fut consulté. Son avis ayant été négatif, les responsables furent convoqués et proprement réprimandés : ils n'avaient pas compris qu'il s'agissait essentiellement d'un moyen pour fournir des subsides à la C.i.i. Il est difficile, évidemment, d'évaluer la part des « recherches bidon » ainsi confiées au secteur privé.

Dans un certain nombre de cas, cependant, on peut observer un transfert direct de l'Etat aux entreprises privées. Ainsi, l'I.r.i.a. déjà cité fut chargé d'effectuer une recherche sur un projet d'enseignement assisté par ordinateur. En septembre 1971, la période des tâtonnement achevée et le projet sur le point d'aboutir, il est brutalement arrêté. On propose aussitôt aux chercheurs de se reclasser... dans une compagnie privée, Synelec — qui, bien sûr, n'a guère de peine à mener à terme la dernière phase de la recherche. On pourrait citer bien d'autres cas, les plus caricaturaux étant ceux du Commissariat à l'énergie atomique et du Centre national d'études des télécommunications, le Cnet **(voir en page 9 de ce numéro) :** recherches bien engagées, mais déplaisantes pour certains intérêts, subitement enterrées ; recherches menées à bien, mais dont le développement et l'explication sont confiées à d'autres, etc.

Tout cela ne va cependant pas sans contradictions : outre que la résistance des personnels est importante, la coordination entre les préoccupations des uns et des autres laisse à désirer. Comment mettre pleinement les chercheurs publics sur les problèmes scientifiques des industries privées, si celles-ci gardent un secret jaloux sur leurs procédés et l'état de leurs propres recherches ? Or, c'est bien ce qui se passe. Aussi n'est-il pas étonnant de voir les moyens de la recherche publique singulièrement diminués. Selon les calculs même de la direction du C.n.r.s., le pouvoir d'achat moyen des laboratoires est tombé de l'indice 100 en 1967 à l'indice 71, 75 cette année, et il va encore diminuer. On sait par ailleurs les menaces qui pèsent sur le C.e.a., sur le Cnet, sur l'Institut Pasteur, etc. Le racket ne rapportant décidément ni directement ni substantiellement — à d'importantes exceptions près — c'est un meurtre pur et simple de la recherche publique que d'aucuns envisagent.

(à suivre)

L'ESPRIT VIKING

Racisme

Une revue « scientifique » réservée aux élites, des théories nazies repeintes de frais, des hommes du passé pour l'homme blanc de l'avenir. Scientifiques piégés, ou consentants ? Une partie visible de l'iceberg noir européen.

« Mais comment payez-vous tout cela, l'hôtel Méridien, des allers-retours en avion pour 150 personnes ? », demanda le journaliste curieux. « Oh ! nous organisons des expositions de peinture en Italie. Nous nous finançons comme ça », répondit l'hôte italien. Il faut dire que le Congreso internazionale per la difesa delle cultura (Cidas) avait bien fait les choses pour le colloque qu'il organisait récemment à Nice « pour la défense de la culture ». On se réunissait entre gens de savoir, et l'on défendait la culture sous l'égide du maire de Nice, Jacques Médecin, grand libéral devant l'éternel et l'Afrique du Sud. L'envoyée spéciale du « Monde », Josane Duranteau, ne fut pas dupe de tous ces grands noms et les paroles prononcées, les brochures exposées lui rappelèrent quelques souvenirs. Fâcheux. Des néo-nazis ? Oh ! Pensez donc... Raymond Cartier, directeur de « Paris-Match », ne serait jamais venu, en ce cas, déplorer une liberté de la presse qui permet de renverser un président. Debray-Ritzen ne serait pas venu lui non plus dire que la psychiatrie sans la biologie, ce n'est pas grand-chose. Jean Mabire, auteur de la collection « Corps d'élite », ne serait jamais venu conférer sur l'important sujet de « l'esprit viking ». Non, la journaliste du « Monde » s'était à tort effarouchée de voir, de ci de là, des photos de sculptures d'Arno Breker, l'artiste du IIIe Reich, notamment sur les couvertures de la revue « Nouvelle Ecole », ou des bouquins insignifiants comme les mémoires de Ion V. Emilian, ancien officier de la Waffen SS roumaine. En tout cas, on aurait préféré qu'elle n'en parle pas dans son journal...

Curieusement, la première attaque contre les thèses de « Nouvelle Ecole » et de Grece (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) vint de « la Nouvelle Action française », jeune groupe dissident de l'Action française après 1968. Le procès en appel de « Nouvelle Ecole » contre la Naf sera jugé le 28 octobre prochain. On saura si la Naf a eu raison d'accuser « Nouvelle Ecole » de « véhiculer les motifs essentiels de l'idéologie nazie ».

Entre-temps, on s'était ému de part et d'autre : le 22 décembre 1972, Dominique Durand demandait, dans « le Canard Enchaîné » : « Une officine nazie à Paris ? » puis, le 19 novembre 1973, Charles Reymondon analysait, dans « le Quotidien du médecin », le contenu du n° 23 de « Nouvelle Ecole » sur la psychiatrie, contenu qu'il trouvait « néo-germaniste ». Pierre Limagne (« la Croix » du 14 décembre 1973) parlait de « Nouvelle Ecole » et de Grece. Le 27 décembre 1973, Georges Sallerant s'inquiétait dans « Combat », et le 1er avril 1974 Jean-Marie Pontaut révélait dans « le Point » les liens existant entre « Nouvelle Ecole » et Grece, tandis que le très intégriste père Maurice Lelong, évoquait dans « l'Aurore » du 26 septembre 1974 (mais oui !) les « fourriers de la croix gammée » et, sans la citer, désignait nettement « Nouvelle Ecole ». « Le Droit de vivre » consacra deux pages à cette affaire. Mais le travail le plus sérieux en ce domaine est à mettre à l'honneur du Garah (Groupe d'action et de recherche pour l'avenir de l'homme), qui a sorti au début de l'année un dossier exhaustif sur la question (« Morituri, ceux qui doivent mourir », « de Grèce à Nouvelle Ecole ». Garah, M.P. Franconnet, B.P. 178 75564 Paris Cedex 12).

Tonitruants

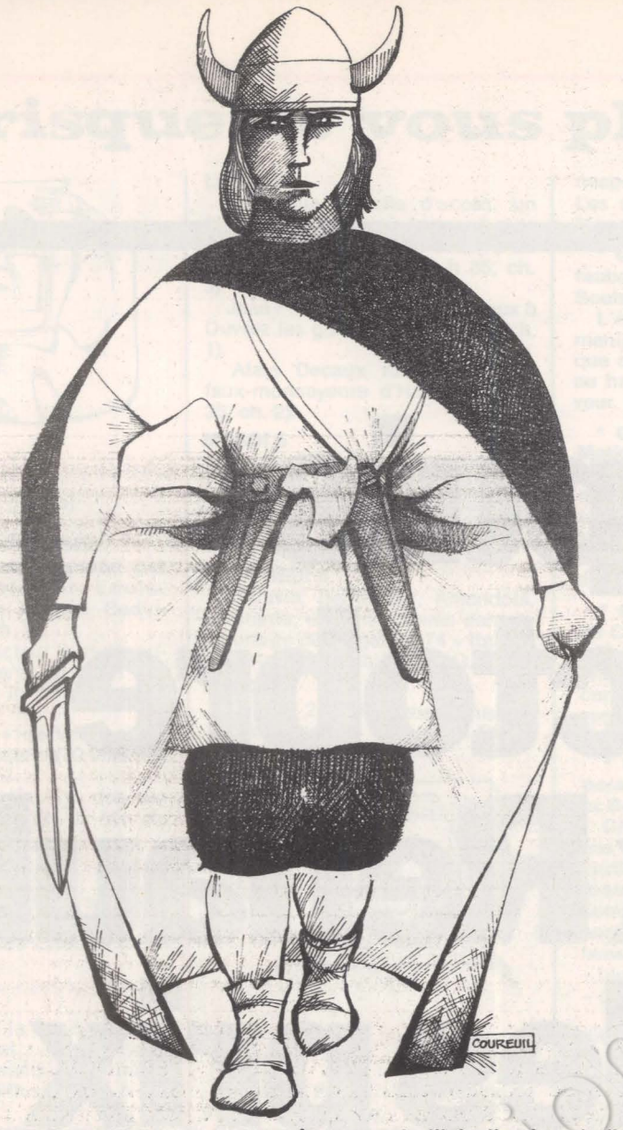
Qui sont les gens de « Nouvelle Ecole » ? Cette revue luxueuse éditée trois à quatre fois par an — le prochain numéro sortira avant le colloque du 10 novembre, « Des élites, pour quoi faire ? » — qui déclarait diffuser à dix mille exemplaires il y a deux ans, fut lancée en mars 1968, ainsi que l'association Grece, qui diffuse le bulletin « Eléments ». Les dirigeants nationaux de « Nouvelle Ecole » se réunirent à Lyon les 4 et 5 mai 1968 : la plupart venaient en droite ligne de la feuille pro-nazie « Europe-Action », qui parut entre 1963 et 1965. On retrouve Gilles Fournier, collaborateur d'« Europe-action » et ex-collaborateur de « Nouvelle Ecole », Alain de Benoist, membre de « Jeunes nation », écrivant à « Europe-action » sous le pseudonyme de Fabrice Laroche, dirigeant la Fédération des étudiants nationalistes (Fen), etc. On se demanda même si Dominique Venner, ancien de l'O.a.s. qui dirigea la collection Corps d'élite chez Balland, n'est pas le « Julien Lebel, journaliste » qui figure au comité de rédaction de « Nouvelle Ecole ». François d'Orcival est non seulement rédacteur en chef-adjoint à « Valeurs actuelles », mais dirigea la Fen, collabora à « Europe-action », fut membre du conseil national du R.e.l. tixiériste et collabore à « Nouvelle Ecole » en son comité de rédaction.

Pour ce qui est de la « société de pensée à vocation intellectuelle » Grèce, ses liens avec « Nouvelle Ecole » sont patents, bien que soigneusement niés (voir notre document). On retrouve Jean-Claude Valla, collaborateur de « Nouvelle Ecole » et secrétaire « études et recherche » du Bureau de Grece ; Jacques Bruyas, fondateur de « Nouvelle Ecole », est administrateur de Grece ; Alain de Benoist, qui n'appartient théoriquement pas à Grece, tire en général les conclusions des séminaires...

Oui mais tout cela reste flou, pensez-vous. Voici le compte rendu, par le dénommé Michel Schneider dans « les Cahiers du Centre de documentation politique et universitaire, Essai de synthèse pour un néo-fascisme » (n° 4, novembre 1973) sur le « camp d'été » à Burry-en-Othe de l'association Europe-Jeunesse, « organisé à l'initiative du groupe « Nouvelle Ecole » et des groupes Grece ». Le point, au bout de dix jours de ce joyeux camp scout : « Nous prônons une Europe organique, non pas mécanique et utilitaire, hiérarchisée, inégalitaire, où les chefs suscitent les responsabilités... » En résumé, ces gens cherchent « une formation nationale socialiste de haute école, destinée à former des individus d'élite pour prendre les places par la création d'une franc-maçonnerie... »

Car telle est la stratégie de Grece « Nouvelle Ecole » : les cercles Grece forment les « cadres » futurs, en les choisissant dans les grandes écoles. La revue « piège » les élites, les savants, les chercheurs, trop contents de pouvoir exposer leurs thèses dans une revue de si bonne tenue. C'est à se demander s'ils y lisent autre chose que leur propre article. On retrouve au comité de patronage de « Nouvelle Ecole » Raymond Bourgine, P.d.g. du groupe de presse « Valeurs actuelles » — « Spectacle du monde », Bousquet, du Bureau du groupe d'extrême droite Front national, Jean Cau, Pierre Debray-Ritzen, Thierry Maulnier, Louis Pauwels...

Ces gens sont dangereux, parce qu'ils sont devenus malins. Leurs cautions scientifiques, leur « logique pyramidale » les mettent pratiquement à l'abri de toute attaque dogmatique, car il faut démonter leur appareil. Mais ils sont là ! D'où la création de cercles Grece dans les grandes écoles, à H.e.c., à Sciences po, à l'Ena. A Paris, Yvan Blot (promotion Rabelais à l'Ena en mai 1973) a créé le cercle Pareto à l'Institut d'études politiques. Il entra ensuite à l'Inspection générale de l'administration, dépendant du ministère de l'Intérieur. Il a collaboré avec Jean-Yves Le Gallou (de l'Ena lui aussi, promotion Simone Weill, mai 1974), rédacteur occasionnel à « Nouvelle Ecole ». Hervé Lavenir, qui fut membre du



cabinet du président Pompidou, est membre du comité de patronage de « Nouvelle Ecole ». « Nouvelle Ecole », c'est la caution théorique qui veut ne pas inquiéter. Les groupes Grece (à Aix-en-Provence, Marseille, Clermont, à Bruxelles et... en Afrique du Sud), c'est la pépinière...

La lettre de Giscard

Dans le n° 6 de juillet-août d'« Eléments » (bulletin de Grece), on trouve le fac-simile d'un fragment de lettre du candidat Giscard d'Estaing au secrétaire général de Grece, Jean-Claude Valla (Grece avait soutenu Giscard). Giscard est « sensible » à cet appui : « Votre association, qui se propose de lutter contre tout sectarisme intellectuel et contre toute main-mise (sic) socialisante sur la vie culturelle de notre pays, a pu voir en moi le candidat du libéralisme et, partant, de la liberté ». C.q.f.d. Plus Grece - « Nouvelle Ecole » « mouille » de personnalités, plus elle se prémunit contre l'accusation de « fâchisme », vraiment très vulgaire, n'est-ce pas !

« Nouvelle Ecole » est néo-darwiniste, néo-positiviste. L'humanité est un « concept zoologique ». Mais la sélection « naturelle » ne joue plus, à cause de tous ces médecins et de la fâcheuse idéologie « égalisatrice » qui ont fait que les tarés génétiques et les vieillards incurables sont maintenus en vie, ce qui est proprement scandaleux. « Nouvelle Ecole » vise une politique d'eugénisme, de « biopolitique » au sens national-socialiste. Et encore mieux car, si Hitler a échoué, écrivait « Europe-Action », c'est à cause de son « racisme romantique, non scientifique ». Son combat croise en un moment celui pour la libéralisation de l'avortement. Mais là où les partisans de l'avortement voient un cautère sur une jambe de bois — avant un véritable planning et une contraception accessible à toutes et à tous — « Nouvelle Ecole » pense déjà à la sélection des meilleurs gènes, des purs, à une race de forts, avec l'interdiction de procréer pour certains et l'implantation dans des ovaires choisis de sperme noble, c'est-à-dire indo-européen, le nouveau terme pour « aryen ». Les médecins hitlériens ne s'étaient qu'amusés grossièrement sur des prisonniers : les néo-nazis veulent légiférer sur la vie même de populations libres. Eugène Ionesco n'avait pas tort de s'inquiéter du même problème dans « le Monde » du 19 octobre (« Le droit de tuer »).

L'apartheid est nécessaire, dit « Nouvelle Ecole » dans son n° 18, car pour qu'une mutation intéressante subsiste, il faut « que les conditions particulières d'isolement, de ségrégation, favorisent la survie et le développement de la nouvelle race de mutants, et leur permettent de se croiser exclusivement entre eux. Cet isolement ne peut être que géographique, écologique, ou génétique. » Demandez aux Noirs d'Afrique du sud ce qu'ils pensent de l'isolement « écologique »...

Les références racistes sont partout présentes. Bien que l'Aryen blond ait été supplanté par l'indo-européen, nous sommes tous des bâtards. « Des inconnus se sont introduits dans la maison », dit Alain de Benoist pour déplorer les apports allogènes qui nous empêchent d'être de vrais descendants des cavaliers hittites. Pensez ! selon Gilles Fournier, la vraie race blanche aurait été métissée avec des nègres, il y a deux mille ans... Les salauds ! Cela a donné l'immonde souche « chamito-sémitique », c'est-à-dire le Christ, Marx, Freud, les Juifs, les bougnoules... Le combat de « Nouvelle Ecole », c'est l'Occident viril contre la mollesse orientale. Il nous faut chasser le Levantin de notre tête.

Il faut être dur, comme les « grands tonitruants », les surhommes chantés par Nietzsche. On dit aussi à « Nouvelle Ecole », en se servant des travaux de Konrad Lorenz — dont le passé sous le nazisme ne l'a pas empêché d'être prix Nobel — que « le territoire est en quelque sorte une notion biologique » (Y. Cristen, n° 16). Après l'élan vital du guerrier, c'est tout simplement la mise au goût du jour de l'espace vital hitlérien, avec les cautions de Desmond Morris (« Le singe nu »), Lorenz, Robert Ardrey...

Dans l'éditorial de « Nouvelle Ecole » (janvier-février 1971) on lisait ceci : « Mai 1968 : révolte de la jeunesse, mais aussi surgissement des « Katangais » et des drogués, sortis de leurs cryptes comme des escargots après la pluie des sottises et des absurdités. C'est qu'à l'occasion des grands troubles les sociétés sont comme un bocal qu'on agite : les impuretés sont brusquement portées à la surface... Mais qu'on laisse décanter l'événement. Et le déchet biologique retombe au fond. La hiérarchie sociale actuelle n'est pas conforme à la hiérarchie biologique. Elle n'en est pas non plus l'inverse. Ce n'est pas en maintenant le bocal immobile, ni en le renversant qu'on l'assainira, car c'est aux extrêmes que s'observe la plus grande densité d'éléments troubles : l'écume biologique à la surface, et la lie biologique au fond. »

Ce texte n'a pas heurté quelque peu la conscience des belles âmes du comité de patronage de « Nouvelle Ecole » ? Non, M. Dumézil ? Non, M. Guy Héraud, ex-candidat « européen » aux présidentielles ? Non, M. Thierry Maulnier ? Il est vrai que vous en avez, des souvenirs... A notre connaissance, seuls André Piettre, de l'Institut, et Thomas Molnar, écrivain de droite, se seraient récemment retirés du comité.

Heinrich Himmler voulait « épouiller » la race aryenne de ces poux qu'étaient pour lui les Juifs. Pour « Nouvelle Ecole », faut-il l'« écumer » ? Dans « Nouvelle Ecole » (n° 1), Gilles Fournier présume que « tout peuple de race asianique ou indo-européenne était (et est encore) de race blanche, et que tout peuple de langue chamito-sémitique était (et est encore) le produit d'un métissage très ancien entre Blancs et Noirs. » Himmler avait le mérite d'être plus direct.

Certains nous disent : ne parlez pas de ces gens-là, ils sont trop contents. Ce n'est pas vrai, cela les dérange dans leur tentative de gagner une nouvelle honorabilité. Nous sommes tous des chamo-sémites et n'avons pas l'intention de les oublier, les Vikings de salon !

DOMINIQUE METZ

Depuis le 3 octobre les prix Renault sont des prix clefs en mains*

** Ces prix, les mêmes dans toute la France comprennent les frais de sortie d'usine, les frais de transports, les frais de préparation, les plaques minéralogiques et le plein d'essence.*

PUBLICIS H 74

Au risque de vous plaire



Télévision

(sous réserve des grèves)

VENDREDI 1er NOVEMBRE

Une dramatique, préparée par André Castelot, sur Louis-Napoléon : « Un certain Badinguet » (16 h 05, ch. 2).

Un truculent acteur à redécouvrir (Wallace Beery) dans un film adapté de « L'île au trésor » (16 h 40, ch. 1).

Le « Requiem » de Verdi dirigé par Léonard Bernstein (20 h 35, ch. 3).

Dans la série La T.v. des autres : les Japonais (21 h 45, ch. 1).

SAMEDI 2

La troisième des Histoires insolites : « Une invitation à la chasse », réalisée par Claude Chabrol (20 h 30, ch. 1).

DIMANCHE 3

Un épisode de la Résistance revécu par ses héros : « Les nuits de la colère », dramatique d'Armand Salacrou, en rediffusion (16 h 50, ch. 1).

Un « film d'acteurs » (Noiret-Girardot) : « La Mandarine » d'Edouard Molinaro (20 h 45, ch. 1).

« Psychose » : terreur à la Hitchcock (22 h 45, ch. 2).

LUNDI 4

Bien que difficile d'accès, un film très prenant sur le passé et le rêve : « M comme Mathieu », de Jean-François Adam (20 h 35, ch. 3).

Jean Fourastié et André Astoux à Ouvrez les guillemets (21 h 30, ch. 1).

Alain Decaux raconte : « Les faux-monnayeurs d'Hitler » (21 h 35, ch. 2).

MARDI 5

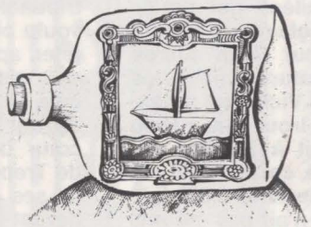
Un film faussement comique, « Drame de la jalousie », avec Mastroiani et Monica Vitti, avant un débat sur le crime passionnel (20 h 35, ch. 2).

MERCREDI 6

Moravia, Berlinguer, Amendola, Almirante, etc. interviewés dans le reportage du magazine 74 « Italie : l'imbroglio » (20 h 30, ch. 1).

JEUDI 7

Pour la 2e édition de l'émission Lettres ouvertes : Georges Séguy (20 h 30, ch. 1).



Expositions

PARIS

*** Grand Palais : Centenaire de l'impressionnisme.**

Quarante-deux tableaux qui ne constituent pas une rétrospective, mais donnent à admirer des toiles rarement vues en France, parce qu'elle sont la propriété des musées de New York, Boston, Minneapolis, Kansas City et Moscou. Les signatures : Cézanne, Manet, Monet, Renoir, Degas, etc.

*** Galerie de France (3, rue du faubourg Saint-Honoré) : Pierre Soulages.**

L'éloge de la couleur noire. Et la manipulation désinvolte de la plaque de cuivre, trouée et découpée au hasard de l'inspiration du graveur.

*** Galerie Guiot (18, avenue Matignon) : José Ortéga.**

Un plasticien superbe et ironique. Un graveur « espagnol » avant tout. Un homme de la couleur. Mais sans barbouillages et sans effets faciles. La réussite culmine dans la violence « Machado ».

*** Galerie Arts-Contacts (31, rue du Colisée) : Paul Wunderlich.**

Il peint des femmes à la peau blanche, aux cheveux fous. Leurs corps deviennent autant de paysages fabuleux où l'on se découvre des envies de voyage.

*** Centre national d'art contemporain (11, rue Berryer) : Monory et Boltanski.**

Christian Boltanski ne peint pas : il compose des collages à partir des objets les plus quotidiens. Jacques Monory peint comme on photographie, en reconstituant minutieusement et fidèlement la réalité. Il y rajoute ce ton « bleu illusion » qui donne de la « distance » à l'image.

BANLIEUE

*** Saint-Denis (Musée municipal) : Rétrospective Jean Effel.**

Des dessins, des affiches et des albums rassemblés par la Maison de la Culture 93.

PROVINCE

*** Lille (Musée des Beaux-Arts) : Cent ans de peinture française.**

Les plus importants sont là : Renoir, Bonnard, Matisse, Picasso, Braque, Léger, Modigliani, Hartung, Klee, Manessier, Miro, Rouault, Gromaire, Riopelle, Staël, Poliakoff, Viera da Silva, etc.

*** Caen (Musée des Beaux-Arts) : Les instruments de musique au XVIIIe siècle en France et en Angleterre.**

Au total, 120 instruments à cordes, à vent et à percussion. En plus : des tableaux, des dessins, des méthodes instrumentales et des partitions musicales. La première exposition du genre.

*** Marseille (Musée des Beaux-Arts) : Affiches américaines de la Belle époque.**

En regard de Toulouse-Lautrec, des œuvres pratiquement inconnues.

Disques

*** Francesca Solleville : Le visage de l'homme (Le Chant du Monde LDX 74 550).**

Henri Gougaud, Claude Reva, Pierre Gamarra, Guillevic, Maurice Fanon et Jean-Max Brua écrivent pour elle. Elle chante le monde, l'homme, la rue, le temps de vivre et en contrepoint, le Chili. Sa voix porte haut et fort.

*** Les Calchakis : Le chant des poètes révoltés (Arion ARN 34 250).**

Ils ont nom Pablo Neruda, Nicolas Guillen, César Vallejo et Victor Jara. Ils sont le cri ininterrompu de l'Amérique latine. Les Calchakis les soutiennent avec leurs instruments andins : flûtes, harpes et guitares indiennes.

*** José Afonso : Cantigas do Maio (Le Chant du Monde LDX 74 558).**

Des chants d'espérance venus du Portugal dont le célèbre « Grandola vila morena » qui a été le signal du 25 avril.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F*	[ ]
normal d'un an à	*120 F*	[ ]
de soutien à	*150 F*	[ ]
de soutien à	*200 F*	[ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire [ ]
par chèque postal [ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source [ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

MAQUETTES - DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionet Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, Louis Mermaz, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Michel Lecornet
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt

LES SCORPIONS

PAR GILLES PERRAULT

La jungle brûle et un scorpion, le feu aux fesses, arrive devant la rivière salvatrice. Comment la traverser ? Une grenouille, méfiante, refuse de la lui faire passer. Mais le scorpion plaide la logique : « Pourquoi te piquerais-je ? Nous coulerions ensemble... » La grenouille, convaincue, le charge sur son dos. Au milieu de la traversée, elle sent le dard mortel pénétrer dans sa chair et murmure, agonisante : « Pourquoi ? Tu vas mourir avec moi ! » Et le scorpion, désolé : « Que veux-tu, c'est ma nature... »

Ainsi de Michel Poniatowski, qu'un réseau communiste fit passer, pendant la dernière guerre, de l'autre côté des Pyrénées. Mais Poniatowski sait dompter l'instinct et se garder de toute éjaculation prématurée : c'est seulement trente ans après qu'il libère son venin et proclame fascisants ceux qui le mirent en posture de combattre les fascistes. Machiavel eût aimé ce prince.

Le fameux débat sur l'Orchestre rouge, aux « Dossiers de l'écran », fut une autre occasion de distiller le venin anticommuniste. On découvrit assez vite que deux des participants n'étaient point là pour dénoncer publiquement un feuilleton néo-nazi : la guerre froide qu'on est en train de rallumer dans ce pays faisait toutes leurs délices, et, comme Poniatowski, ils avaient choisi d'oublier qu'envoyer des messages à Moscou, à une certaine époque, cela permettait par exemple de briser la Wehrmacht à Stalingrad.

Les téléspectateurs s'en sont massivement indignés. Ils ont eu raison. Mais l'on pouvait aussi trouver du comique aux procédés employés. Pour l'auteur de ces lignes, le plus plaisant fut de voir ces deux honorables personnes agiter sans cesse son gros bouquin écarlate, comme d'autres leur petit livre rouge, afin de mettre Trepper en contradiction avec son « fidèle biographe ». Et le fait est que l'ancien chef de l'Orchestre rouge contesta ce livre pour ce qui concernait sa vie avant la dernière guerre. Il a eu raison. Quand j'écrivis « L'Orchestre rouge », j'étais jeune et j'avais confiance dans la police de mon pays. Sur tout ce qui constituait exactement mon sujet (l'Orchestre rouge dans la guerre) je ne me fiai qu'à mon enquête ; mais, pour évoquer brièvement les activités de Trepper au cours des années 30, j'eus recours aux archives de la police française. C'était agir avec légèreté. On ne m'y reprendra plus jamais. J'ai appris, depuis, qu'il arrivait aux directeurs de la D.s.t. de se faire condamner pour diffamation. Un enquêteur sérieux ne travaille pas avec ce monde-là.

Trepper n'a donc pas informé les Soviétiques de la double offensive que l'Etat-major français projetait contre eux en 1939-1940. A la vérité, le vrai dommage est que personne, à l'époque, n'ait pris l'initiative d'en informer le peuple français. C'était la « drôle de guerre » et nous avions la Wehrmacht de l'autre côté du Rhin. Mais, curieusement peu concerné par cet adversaire déclaré, le grand état-major français mettait au point une manœuvre absolument somptueuse qui consistait à lancer deux corps expéditionnaires à l'attaque de l'U.r.s.s., l'un à partir de la Syrie et l'autre de la Finlande, leur jonction devant s'opérer tout bonnement à l'est de Moscou (1).

Ces drôles de généraux de la drôle de guerre, ces canailles étoilées qui préféraient Hitler au Front populaire, de Gaulle aura des mots cruels pour leurs délires stratégiques. Ce sont naturellement les mêmes qui grouilleront à Vichy sur le cadavre de la patrie. Il est troublant que le plus virulent reproche fait à Trepper demeure qu'il aurait dévoilé ce projet-ci, et non pas tel autre, comme si la nostalgie restait chez certains qu'il n'ait pas été mis à exécution...

Quant au reste, les attaques contre Léopold Trepper furent si basses qu'elles se retournèrent contre leurs auteurs. Etranges procureurs que ces deux-là qui, l'une avec la bienveillance snobinarde d'une dame d'œuvre, l'autre avec la fausse franchise bourrue du maquignon, prétendaient révéler aux bonnes gens de l'Orchestre rouge qu'ils avaient été trahis par leur chef... Comme si on les avait attendus pour reconstituer la trame des événements fatidiques ! Comme si les veuves n'avaient point recherché, depuis trente ans, l'enchaînement qui avait conduit l'époux au poteau, comme si les fils n'avaient pas reconstitué le terrible chemin qui avait mené leur mère à la guillotine... Mais non ! A les entendre pérorer, les deux préposés au réglement de comptes politique, on pouvait croire qu'ils savaient mieux que Cécile Katz comment son mari était tombé, mieux que Claude Spaak comment sa femme avait été capturée...

Tout cela avait déjà été écrit contre Trepper, et sévèrement condamné par un tribunal français. Les diffamateurs ont voulu profiter du débat télévisé pour interjeter appel devant l'opinion publique. Le coup est manqué. La hargne et la méchanceté ne sont point des armes télévisuelles. Ce qui sera resté dans l'esprit et dans le cœur des spectateurs, c'est l'indignation de Trepper contre le feuilleton (il s'agissait de ses camarades) puis son mépris glacé devant les attaques personnelles (il ne s'agissait que de lui) ; c'est l'émotion de Claude Spaak, c'est le sourire lumineux d'Héléne Pauriol, la sérénité de Cécile Katz, la voix de Robert Corbin quand il évoquait son frère martyrisé.

C'est grâce à eux qu'a été tenu le rendez-vous que les morts de l'Orchestre rouge, inconnus ou méconnus, avaient depuis trente ans avec la France.

---

(1) Voir notamment général Sthelin : « Témoignage pour l'Histoire ».

